

## OBSERVATIONS CONCERNANT L'EXPOSE DE M. BOYI

### 1. "Fixation des prix•

Le cultivateur doit-il subir les contre-coups des fluctuations sur le marché, á mondial pour les cultures d'exportation?

Les offices concerná,ás devraient constituer des rá,áerves pour parer aux mauvaises anná,ées par le biais d'une caisse de stabili<sup>a</sup>sation. Pour les produits de substitution tels que le riz, le sucre, la fixation du prix au producteur pose trois probláŠámes : 1. les couts de production sont gonflá,ás dans le cas du riz, 2. les coá-áts de production sont trop á,álevá,ás par rapport au coá-áts de revient des produits similaires importá,ás, 3. Pour les produits vivriers les coá-áts de production ne sont pas connus actuellement.

### 2. "Necessitá,á d'un á,átat moyen•

S'agissant de savoir si le Rwanda a dá,ájá...á connu un cadre organisá,á pour l'á,álaboration de la stratá,ágie alimentaire, les á,átapas chronologiques suivantes ont á,á,á,á parcourues :

Ì

Ì© Sous l'impulsion de la CEE, une commission eurorwandaise a á,á,á,á crá,áá,áe en 1982 pour la confection d'un premier document de rá,áfá,áérence pour la stratá,ágie alimentaire au Rwanda á...á l'horizon 2000. Cette commission a cessá,á toute activitá,á dáŠás la soumission de ce rapport. P J P

Ì

Ì© Suite á...á ce document de base, le MINIPLAN, en tant que coordinateur, a demandá,á á...á chaque dá,ápartement ministá,áriel concerná,á d'á,álaborer sa stratá,ágie sectorielle. Les diffá,áren<sup>a</sup>tes stratá,ágies sectoarielles sont soumises pour discussion et approbation aux CIC techniques. Ensuite, le MINIPLAN assure la confection du document de syntháŠáse. L'á,átape finale rá,ásulte en une á,ábauche du Plan. P J P

Ì

Ì© En 1988, un Programme d'Appui á...á la Stratá,ágie Alimentaire (PASA) a á,á,á,á mis en place. P J P

### 3. "Actions gouvernementales•

La contribution du Gouvernement a consistá,á principalement en :

© la mobilisation des ressources humaines,

Ì

Ì© le support au niveau des projets, pont de vue allocations financiáŠáres provenant du budget de dá,áveloppement (p. ex. Programme National Intrants, Projets engrais), P J P

Ì

Ì© la crá,áation d'infrastructures en appui de certaines actions dans le cadre de la stratá,ágie alimentaire. P J P

### 4. "Au niveau du paysan•

Ì

Ì© L'un des probláŠámes principaus qui se pose est que la croissance de la production est une consá,áquence deÜj Ü l'extension des superficies et non de l'augmentation des rendements. P J P

## OBSERVATIONS AU SUJET DE L'EXPOSE DE M. IYAMUREMYE Martin

### 1. "le rá"ále de coordination de la DGS (Direction gá,án. de la •"Stat.)

•Î

Î© La Direction Générale de la Statistique (DGS) devrait assurer le rôle de coordinateur national pour toute enquête menée sur le territoire rwandais :P JP

- © autorisation pour exécution de l'enquête,
- © directives au niveau de la conception des enquêtes,
- © constitution d'une banque de données émanant de ces enquêtes.

Î

Î© La DGS se charge également d'exécuter certaines enquêtes sur terrain, notamment l'Enquête Budget@Consommation.P JP

Î

Î© Dues à...à ces tâches lourdes citées ci-dessus, le risque d'inefficacité est très élevé. De ce fait, l'élaboration d'un plan d'activités passant de la collecte des données jusqu'à...à la publication des résultats, est une nécessité absolue et requiert également d'identification des utilisateurs."•

I. "LA STRATEGIE ALIMENTAIRE AU RWANDA•.

a) "Introduction•: Dans un passé, á plus ou moins lointain, beaucoup de nations ont connu la famine. Au cours des trois derniers siáŠsacles, á...á cause des famines sá, áváŠsares qui ont touchá, á les popula-tions entiáŠsares de ses pays, l'Afrique a vu ses grands empires á, áclater. Au dá, ábut de ce siáŠsacle, la famine sá, ávissait encore dans les pays sahá, áliens. On peut citer notamment les famines du Biafra, d'Ethiopie, du Mali, du Niger, du Soudan pour ne pas á, ápuiser la liste. "Mourir de faim" est une expression qui ne peut laisser indiffá, árent má^áme les coeurs les plus durs.

C'est ainsi qu'en face des dá, áficits croissants de la Balance des Paiements, de la dette publique extá, árieure, de l'accroisse-ment des importations et de l'aide alimentaire, les pays en voie de dá, áveloppement, surtout en Afrique, concentrent leur attention sur l'alimentation et l'agriculture qui sont des secteurs impor-tants dans les politiques de croissance et de dá, ává, áloppement des á, áconomies africaines.

En 1980, les discussions des parlementaires europá, áens sur les probláŠšames d'alimentation dans le monde ont poussá, á le commis-saire de la CEE, Monsieur Edgard PISANI, á...á lancer un "Plan de lutte contre la faim dans le monde• en 1981. Dans ce plan, Mon-sieur PISANI prá, ávoyait des stratá, ágies alimentaires comme base d'une nouvelle forme de coopá, áration entre l'Europe et le Tiers Monde. La CEE, pour le moment, accorde son soutien á...á des program-mes de stratá, ágie alimentaire dans plusieurs pays en vue de les aider á...á formuler une telle stratá, ágie et de dá, ávelopper les bases ná, ácessaires á...á son á, álaboration et á...á sa rá, áalisation. Les statá, ágies alimentaires sont dá, ástiná, áes á...á procurer une structure unificatrice aux projets individuels de faáŠšon á...á ce que ces projets et ces politiques soient coordonné, ás et que les liens "micro-macro" soient reconnus et renforcá, ás.

b)" Dá, áfinition•: On ne peut pas prendre le concept de stratá, ágie alimentaire isolement car sa dá, áfinition ná, ácessite d'autres con-cepts comme l'autosuffisance alimentaire, l'indá, ápendance alimen-taire et la sá, ácuritá, á alimentaire. L'autosuffisance alimentaire, a dit le professeur Eric TOLLENS, signifie que la production natio-nale permet de satisfaire 100% des besoins annuels en alimenta-tion de base. En termes stricts, ceci se rá, áfáŠšare á...á chaque aliment de base et l'exportation d'un aliment pour en importer un autre n'est pas permise. Or ceci paraáŠšait impossible dans nos á, áconomie de marchá, ás. Toutefois, il s'agit lá...á d'une dá, áfinition au sens á, átroit du terme pour faire comprendre que le stockage est ná, áces-saire pour palier les mauvaises rá, ácoltes.

Üf ÜE Dans un article paru dans la revue Dialogue náŠšá 117, Monsieur MBUGULIZE dá, áfinit l'autosuffisance alimentaire comme un souci d'amá, áliorer la ration alimentaire et le concept de stratá, ágie alimentaire comme un moyen qui permet á...á une collectivitá, á, á...á un pays d'arriver á...á un plus grand degrá, á d'autosuffisance alimen-taire, gráŠšace á...á un effort intá, ágré, á visant á...á accroáŠšatre la production vivriáŠšare, amá, áliorer la consommation de denrá, áes, á, áliminer la faim.

Disons qu'en gá, áná, áral, une stratá, ágie alimentaire a pour but d'identifier des politiques agricoles et alimentaires en vue d'atteindre les objectifs de sá, ácuritá, á alimentaire au moindre coá-át. Chaque pays, suivant ses caractá, áristiques, doit formuler sa stratá, ágie alimentaire. Au Rwanda, l'autosuffisance alimentaire prise dans son sens le plus large est le tháŠšame central de notre IVáŠšame Plan de dá, áveloppement national.

c) "Cas du Rwanda": En 1982, la CEE a décidé de soutenir la mise sur pied des stratégies alimentaires nationales dans quatre pays dont le Rwanda, parce qu'ils répondaient aux 3 critères exigés:

- Le déficit alimentaire devait être assez important;

- Le pays devait avoir la capacité, les moyens et la volonté de concevoir et d'appliquer une stratégie alimentaire;

- Le pays devait avoir déjà... à bénéficier d'une aide substantielle de la CEE et de ses Etats-membres.

Si la Communauté européenne a accepté le Rwanda parmi les premiers pays à soutenir, c'est que les autorités de la République concentrent leur attention sur l'amélioration des conditions de vie des Rwandais. On ne peut pas parler de stratégie alimentaire s'il n'y a pas de volonté politique. Au Rwanda, cette volonté existe depuis l'avènement de l'indépendance car les politiques de développement pratiquées visaient le bien-être des citoyens. Une petite comparaison entre le Rwanda d'avant l'indépendance et le Rwanda actuel montre une nette amélioration du niveau de vie. On peut citer à titre d'exemple, les approvisionnements en eau potable, l'hygiène et les soins de santé, la baisse de la mortalité, etc... Toute fois, le niveau du pouvoir d'achat par tête d'habitant n'a pas connu d'amélioration à cause d'une démographie galopante sur un territoire exigu.

Qui dit autosuffisance alimentaire fait penser à un dispositif permettant de dégager un surplus alimentaire et de constituer des stocks sur base de la production locale. C'est aussi l'amélioration du pouvoir d'achat de la population surtout en milieu rural grâce au commerce national et international. Les priorités sectorielles proposées par nos planificateurs qui doivent être au centre des discussions pour atteindre à long terme l'autosuffisance alimentaire sont reprises ci-après:

1° - Rendre efficace les services de vulgarisation et de recherche agricoles par une intensification agricole, une vulgarisation qui s'appuie sur les démonstrations pilotes et un crédit agricole.

- La planification des infrastructures économiques notamment les routes, les télécommunications, les infrastructures de stockage, les unités de transformation et de conservation dans les zones excédentaires ainsi que les centres d'accueil (eau, électricité, téléphone et poste) améliorera les circuits de distribution permettra d'atteindre l'équilibre producteurs et consommateurs.

(eau, électricité, téléphone et poste) améliorera les circuits de distribution permettra d'atteindre l'équilibre producteurs et consommateurs.

- La politique des prix des produits vivriers qui permet d'améliorer les revenus de nos producteurs agricoles en sauvegardant le prix rémunérateur. Pour y arriver, il faudra renforcer l'OPROVIA, récupérer les marchés intérieurs accaparés par les aides et importations alimentaires, et prospecter les marchés extérieurs dans le cadre des accords de coopération sous-régionale et régionale.

- L'augmentation du pouvoir d'achat en milieu rural à travers une politique cohérente de promotion d'activités productrices d'emplois dans les secteurs industriel et artisanal. Favoriser les échanges entre les biens et services des secteurs non agricoles et les produits vivriers pourraient accroître le pouvoir d'achat du paysan. Il faut aussi pratiquer une bonne politique en matière d'industrialisation et d'emplois accordant la priorité aux activités créatrices d'emplois. A ce titre les secteurs du bâtiment et de l'habitat et le secteur de l'énergie doivent accaparer une grande place dans les orientations à suivre, vu leurs potentiels de création d'emploi.

- La valorisation des ressources humaines: L'amélioration du niveau de vie de l'homme doit passer par sa valorisation en tant que source principale de son développement. Pour s'auto-suffire, il faut une main-d'oeuvre en bonne santé et de bonne formation. Ainsi il faut tout mettre en oeuvre pour améliorer l'état sanitaire de la population. Dans le secteur de la formation et de la recherche scientifique et technologique, il faut:

- améliorer les connaissances professionnelles des employés;
- ajuster les profils de sortie du système scolaire aux besoins de l'économie;
- éliminer l'analphabétisme;
- et intégrer les programmes de recherche dans les priorités sectorielles.

- La déforestation, la dégradation de la fertilité des sols, la diminution de l'étendue des parcs nationaux, les conditions d'hygiéniques dans certains milieux non assainis, notamment la pollution des eaux de rivière et la pollution due aux unités industrielles sont autant de problèmes que le IV<sup>e</sup> Plan doit prendre en considération dans les mesures de protection de l'environnement.

- Substituer certaines importations par la production nationale, promouvoir les exploitations, élargir la perception des recettes fiscales, désengager l'Etat dans certaines activités sociales (soins de santé, bourses d'études, fournitures scolaires etc..) sont autant d'implications de la stratégie d'autosuffisance alimentaire.

- La décentralisation du système de planification et le rôle de la commune dans la promotion du développement: Le Président de la République l'a bien souligné, le 1er Août 1973 en ces termes: "La commune, étant l'échelon administratif le plus rapproché de la population, elle doit aussi être la mieux adaptée pour aider les masses à se développer. Elle doit jouer un rôle fondamental dans le développement économique et social de la nation". La commune doit jouer un grand rôle dans la conception et l'exécution du Plan.

C'est autour de ces priorités que le débat national doit s'organiser pour préparer le IV<sup>e</sup> Plan de développement. Ainsi, les réflexions et décisions permettront aux autorités d'adopter des politiques qui répondent mieux à la construction d'un système d'autodéveloppement autour de l'autosuffisance alimentaire. Pour être éclairé, le Gouvernement rwandais, soucieux de la politique alimentaire, a besoin de détenir des informations sur les étapes du processus de production et de consommation, mais aussi les contraintes et comportements qui influent sur ce processus.

## II. "BESOINS DES DONNEES POUR UNE STRATEGIE ALIMENTAIRE."

L'analyse d'une stratégie alimentaire requiert des informations macro et micro économiques sur la production, la consommation, la nutrition et le fonctionnement des marchés. Les personnes chargées d'analyser une stratégie alimentaire doivent savoir ce que font les agriculteurs, pourquoi ils agissent comme ils le font, ce qu'ils désirent et peuvent réaliser compte tenu des contraintes au niveau de leurs champs, de leur famille et de la communauté. Des statistiques de base fiables sont nécessaires pour accélérer les tendances fondamentales dans la production alimentaire et avoir une mesure des déviations par rapport à cette tendance. Des données fiables sur la consommation et la nutrition sont indispensables pour s'assurer que les objectifs de consommation alimentaire sont atteints et pour établir les bilans alimentaires. Une grande partie de ces informations peut être disponible. Il suffit que les producteurs de statistiques se mettent ensemble, se concertent et harmonisent les données collectées en matière agricole et alimentaire.

Il est évident que les informations peuvent être qualitatives ou quantitatives selon les sources et leur portée. Elles sont qualitatives quand des renseignements sont fournis dans des rapports administratifs ou autres document décrivant par exemple la situation socio-économique de la population, la situation climatique et ses conséquences sur la vie ou sur les habitudes de la population. Des informations qualitatives peuvent aussi être trouvées dans les rapports sur les recherches agronomiques sur les cultures ou l'élevage. D'ailleurs les informations sur les circuits commerciaux sont de même nature.

Les enquêtes ou recensements sont des sources par excellence d'informations quantitatives. D'autres données quantifiées proviennent d'autres sources. Ces informations peuvent être associées ou combinées lors des analyses statistiques pour en dégager des conclusions ou grandes tendances concernant différents domaines ou secteurs. Des options politiques peuvent être dégagées de ces conclusions et en fonction des informations qualitatives disponibles.

Ces sources d'informations, Monsieur SOM de la FAO les a classées en six grandes catégories: recensements agricoles; enquêtes liées à l'agriculture et à l'alimentation; statistiques courantes; rapports ou documents administratifs et de gestion; expérimentations agricoles; et statistiques dérivées.

Le Recensement Agricole est une principale source de données qui fournit des informations sur la structure agricole. Les recensements agricoles sont de vastes enquêtes périodiques organisées par les services gouvernementales pour recueillir et adapter des données quantitatives sur l'agriculture nationale, avec, pour unité statistique, l'exploitation agricole. La couverture géographique nationale peut être atteinte par un échantillonnage exhaustif ou par sondage. Le échantillonnage peut se faire par interview, par correspondance ou par des procédures objectives telles que les mesures des superficies ou le comptage des animaux, ou par des combinaisons de ces méthodes.

Rappelons que le recensement de la population fournit aussi des renseignements sur la population agricole et l'emploi en milieu rural.

Les Enquêtes peuvent être régulières ou spécifiques, mais leur portée est beaucoup plus limitée que dans le cas d'un recensement agricole. Une enquête annuelle peut être menée pour estimer la production; elle peut couvrir les principales cultures et l'élevage. D'autres enquêtes particulières peuvent être organisées pour étudier

certaines aspects déterminés ou prioritaires ou pour satisfaire les besoins spécifiques du moment ou de la période considérée. Parmi ces enquêtes nous pouvons citer :

- Enquête sur la gestion des exploitations agricoles,
- Enquête sur les revenus et dépenses des ménages ruraux,
- Enquête sur la consommation alimentaire,
- Enquête sur les pertes agricoles,
- Enquête sur les établissements de services agricoles,
- Enquête sur la main-d'oeuvre rurale,
- Enquête sur le sol,
  - Enquête démographique.

3.3 "Les Statistiques Courantes" sont établies pour les activités spécifiques du secteur agricole. Elles sont établies pour mesurer des changements annuels ou concernant des périodes plus courtes (trimestrielles ou mensuelles par exemple). Les données sur la production par culture ou sur les prix des produits agricoles sont des exemples connus. En général les statistiques agricoles courantes se réfèrent aux informations chiffrées sur l'agriculture pour une campagne (ou année) agricole. Plusieurs méthodes sont utilisées pour la collecte des statistiques agricoles courantes: estimation à vue, déclaration des agriculteurs, interview, mesure objective, photographie aérienne ou des combinaisons de ces méthodes.

4.4 "Les Données des Activités Administratives ou de Gestion" sont des publications souvent tirées d'activités ou autres divisions administratives. Ces informations, facilement utilisables, sont généralement de qualité moins bonne que les données obtenues par des enquêtes ordinaires, parce que les concepts et définitions utilisés sont souvent différents, la couverture géographique ne correspond pas toujours aux divisions administratives et des données partielles sont retenues. Des rapports des différents services mentionnent souvent des chiffres qui peuvent être utilisés mais ils doivent être manipulés avec précaution.

5.5 "Les Recherches Agricoles" fournissent aussi des données nécessaires pour déterminer différents coefficients qui permettent d'estimer des chiffres de production. Les meilleures données sur les effets des différents niveaux d'inputs utilisés sont obtenues à partir des expérimentations scientifiques menées par des instituts de recherche agricole.

## 6.1

"Les Statistiques Déterminées" sont des statistiques produites à partir des données de base fournies par des sources primaires. Les processus de calcul des statistiques déterminées permettant de détecter les déficiences et les données manquantes parmi les statistiques de base. De telles découvertes permettent de relancer le développement statistique et l'amélioration des données dans le pays. Quelques types de statistiques déterminées sont énumérés ici :

- 1.1.1 les comptes économiques pour l'agriculture,
- 1.1.2 projection de la production et de la demande,
- 1.1.3 le bilan alimentaire,
- 1.1.4 les indices des prix des produits,
- 1.1.5 les indices de la production,

î  
îî ì© et les indicateurs socio@á,áconomiques.Ĥ ĴĤ  
Û8 Û



### III.1

"LA PRODUCTION DES DONNEES SUR LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE EN MILIEU RURAL" JP

#### 1. Organe de collecte.

Les travaux alloués à la Direction Générale de la Statistique (DGS) sont bien détaillés dans le journal officiel no.6 du 15 mars 1984 à la page 206. Si la DGS pouvait s'acquitter correctement de ses tâches, elle répondrait pour une grande partie aux besoins de la stratégie alimentaire en matière d'informations. La DGS est l'organe privilégié et institutionnel pour rassembler, traiter, analyser et diffuser les informations statistiques notamment une grande partie des 6 catégories de Monsieur SOM. En effet, la DGS exploite les données obtenues des sous-produits de l'activité courante de certaines administrations publiques ou privées (les rapports ou études réalisés par les services techniques) notamment les statistiques sur la monnaie, le crédit, les statistiques d'état civil, etc ... Elle assure d'une part la conception, la réalisation, l'exploitation et l'analyse des enquêtes et, d'autre part établit les indices de prix et les comptes nationaux devant servir de cadre global à la planification et l'analyse économique.

La DGS publie actuellement les documents suivants:

1

1. Bulletin statistique (périodicité trimestrielle) qui présente les informations générales, souvent de nature conjoncturelle; JP

2. Comptes de la Nation (périodicité annuelle), présente les comptes ainsi que divers agrégats de la comptabilité nationale; JP

3

3. Supplément annuel (périodicité annuelle), complète les publications précédentes en donnant des séries rétrospectives sur une longue période et donne une masse importante d'informations citées ci-dessus. La DGS publie les résultats des enquêtes qu'elle effectue. JP

#### 2. "La consommation alimentaire des ménages ruraux

##### a) Méthodologie de collecte.

La méthodologie utilisée pour la collecte lors de l'Enquête Nationale sur le Budget et la Consommation (ENBC) a été publiée en Novembre 1986 et celle du traitement des données sur la consommation du milieu rural paraîtra dans le même document que les résultats. Mais convient-il de rappeler ou de présenter un résumé de cette méthodologie en guise d'introduction.

L'ENBC avait 2 objectifs :

1. Former

1. former, au sein de la DGS du MINIPLAN, une équipe permanente de cadres et d'enquêteurs suffisamment expérimentés pour pouvoir réaliser à l'avenir des enquêtes dans le renforcement de la Statistique. JP

2

2. fournir aux planificateurs et responsables nationaux les données économiques fondamentales nécessaires à la mise en place des instruments de gestion macroéconomique de l'Economie Nationale. Par là on peut entendre les objectifs comme: JP

1

1.1. Aider à la formulation des Plans quinquennaux, JP

2

1.2. Amélioration des comptes nationaux, JP

Ï

ÏÏ Ì3. Amélioration des données disponibles pour la politique des prix et des salaires,

Ï

ÏÏ Ì4. Amélioration de la connaissance générale de

Ï

ÏÏ l'Economie.

Avant le tirage de l'échantillon on a créé, à l'échelle du district, entre le secteur et la cellule (unités administratives du Rwanda), le District de Recensement dont la taille est d'un millier d'habitants. Le milieu rural, au sens de l'ENBC, est constitué de quelques secteurs que lors de l'Enquête Nationale sur la Fécondité, sauf quelques secteurs urbains qui avaient une forte connotation rurale. Un plan de sondage à 3 degrés fut adopté avec une stratification au 1er degré. Les unités primaires sont les communes, les unités secondaires sont les secteurs (90 retenus) et les unités tertiaires sont les ménages (1.170 tirés). La population considérée est celle de l'Afrique du sud du SAHARA.

L'échantillon de 13 ménages par secteur retenu était divisé en deux groupes : trois ménages "quotidiens" (270 au total) et 10 ménages "rétrospectifs" (900 au total). Les ménages "quotidiens" ont été soumis aux deux types de questionnaires, les quotidiens et les rétrospectifs. Ce sont les résultats du questionnaire quotidiens en milieu rural qui vont sortir et dont j'aimerais vous donner un avant-goût. Pour comprendre ces résultats, il est utile de connaître la méthode de collecte. Le questionnaire quotidien qui a été rempli pendant 7 jours consécutifs pour les quatre passages était résumé en deux tableaux : un pour les aliments et les boissons pris au cours des repas sur l'exploitation, une autre pour les aliments et boissons pris hors repas, sur ou en dehors de l'exploitation. L'enquêteur devait effectuer au moins deux visites par jour dans le ménage. En accord avec la personne préparant le repas, l'enquêteur devait être présent dans le ménage avant la préparation des repas pour peser les aliments avant la cuisson. Il devait surtout s'adresser aux deux personnes capables de lui fournir des informations: la personne chargée habituellement de la préparation des repas et, pour les aliments et boissons pris hors repas, la personne concernée par ce type de consommation.

Ûb Û

1.3.4 La consommation au cours d'un repas sur l'exploitation: Dans le tableau où sont les repas pris ce jour, on a collecté les informations suivantes :

- le nom du repas,
- Le total des personnes (membres du ménage et visiteurs ayant pris part au repas)
- la description de chaque produit utilisé et la boisson consommée
- l'origine du produit (acheté, produit, cadeau, etc..)
- la quantité du produit entrant dans la composition du repas
- la valeur monétaire du produit, si elle est renseignée.

2.3.4 La consommation hors repas sur ou hors exploitation: Dans le tableau on a enregistré les données sur la consommation hors repas organisées de la façon suivante:

- le lieu où la consommation a été prise: au rugo, au bar, au restaurant, au marché, etc..
- les membres du ménage présents à la consommation;
- le nombre de toutes les personnes (membres et non membres de ménage) ayant pris part à cette consommation,
- l'aliment et/ou la boisson consommée par l'ensemble des personnes présentes,
- la façon dont le produit a été obtenu (acheté, autoproduit, cadeau, etc...),
- la valeur total de ce produit,
- le montant payé par les membres du ménage..

Ces données sur la consommation sont été intégrées dans un même fichier en vue de calculer la consommation totale des membres du ménage et la consommation moyenne par adulte équivalent du ménage. Avant de publier les résultats, beaucoup de travaux ont été effectués. Citons à titre d'exemples : la codification et la saisie, le contrôle et le redressement des erreurs, la standardisation des unités, l'utilisation des coefficients nutritionnels, la catégorisation et la valorisation produits et la pondération pour ramener à des estimations annuelles et nationales les valeurs se rapportant à l'échantillon.

b) " Explication des concepts et des variables d'études.

Certaines variables utilisées ont été calculées à partir des données budgétaires et alimentaires, c'est le cas du taux d'autoconsommation alimentaire, des quintiles de dépenses de consommation, l'occupation principale du chef du ménage ...; d'autres sont des variables déjà existantes telles que la zone géographique, ou établies à partir d'autres questionnaires tel que l'âge du chef du ménage ou la taille du ménage.

Üd Ü

1. "La zone géographique•

En se basant sur l'ancienne définition des régions agro-écologiques, les zones géographiques ont été définies suivant les critères d'altitude, la pluviométrie et la structure des systèmes agricoles. On a ainsi abouti à cinq zones géographiques : le Nord-Ouest, le Sud-Ouest, le Centre-Nord, le Centre-Sud, et l'Est.

2. "Les ménages•

Le ménage est défini comme un ensemble de personnes, apparentées ou non, qui reconnaissent l'autorité d'un même individu, appelé chef du ménage, et dont les ressources sont en majeure partie communes. Ces personnes prennent généralement au moins un repas ensemble.

3. "La taille du ménage•

La taille du ménage est le nombre d'adultes équivalents prenant part au repas dans le ménage.

4. "Adulte équivalent•

L'adulte équivalent est une notion basée sur les besoins caloriques d'une personne adulte exerçant des activités modérées. Ainsi on attribue aux autres personnes dont l'âge n'est pas compris entre 20 et 29 ans, un coefficient qui est le rapport des besoins d'une personne adulte par rapport à leur propres besoins. Cette notion de besoins caloriques a été adoptée pour harmoniser la composition du ménage.

5. "La superficie de l'exploitation•

La superficie des exploitations agricoles du milieu rural a été mesurée par l'Enquête Agricole Pilote pour 266 des 270 ménages de l'échantillon de l'ENBC. Les ménages ont été répartis en quintiles de la manière suivante:

"Quintiles•	"Superficie de l'exploitation•	"Superficie moy. •
1er quintile	moins ou égal à 37 ares	22 ares
2e quintile	entre 37 et 66 ares	50 ares
3e quintile	entre 66 et 109 ares	85 ares
4e quintile	entre 109 et 203 ares	151 ares
5e quintile	plus de 203 ares	350 ares

La superficie moyenne des exploitation est de 122 ares.

Ü` Ü

## 6. "Le taux d'autoconsommation alimentaire"

Le taux d'autoconsommation est la proportion, en pourcent, de la partie consommée par le ménage, et qui est produite par lui-même, par rapport à la consommation alimentaire totale du ménage. Les ménages ont été répartis en cinq groupes comprenant 20% de la population chacun. Les taux d'autoconsommation correspondant à ces différents groupes sont les suivants : 0 à 52%, 53 à 64%, 65 à 74%, 75 à 83% et de 84 à 100%.

## 7. "Les quintiles de consommation par AE"

La consommation comprend toutes les sorties monétaires et en nature effectuées par le ménage pour son utilisation finale, la valeur de l'autoconsommation et des cadeaux reçus. Elle ne comprend donc pas les dépenses intermédiaires. On a calculé la consommation par AE en faisant la moyenne simple entre la consommation totale et le nombre d'adultes équivalents dans le ménage. Les ménages ont été ensuite répartis en cinq groupes comprenant chacun 20% de la population selon le niveau de consommation par AE dans le ménage.

"Quintiles"	"Niveau de consommation "(en Frw)	Consommation moyenne"
1er quintile	" 8.341"	• 6.931
2e quintile	8.342 @ 10.250	9.353"
3e quintile	10.251 @ 12.615	11.371
4e quintile	12.616 @ 16.615	14.644
5e quintile	Plus de 16.615	23.065

## c. Les résultats

Le document sur la consommation alimentaire en milieu rural sera organisé en 2 sections:

La première section va présenter la valeur monétaire et les quantités physiques de la consommation alimentaire des ménages ruraux selon d'abord les diverses sources d'approvisionnement qui sont l'autoconsommation, les achats et les cadeaux. Les quantités totales et par ménage/an sont reprises selon la zone géographique. Dans cette partie on décrit d'une façon brève les caractéristiques de la consommation alimentaire et quelques aspects nutritionnels de la ration (la valeur calorifique et protéinique par adulte équivalent) des ménages ruraux.

-Dans la deuxième section les données sur la consommation alimentaire sont plus détaillées. En effet on présente les produits tels qu'ils sont apportés dans la ration par le ménage. On aborde aussi la consommation des calories, des protéines et des lipides selon la zone géographique, la taille du ménage, l'âge du chef de ménage, les principales occupations du ménage, la superficie de l'exploitation, le taux d'autoconsommation et le niveau de consommation totale du ménage".  
• Au niveau de cet exposé, sans devoir entrer dans les détails, je vous propose quelques données sur la consommation alimentaire des ménages ruraux.

### 1. "I"

Les caractéristiques de la consommation alimentaire des ménages ruraux. • P JP

La structure de la consommation alimentaire d'un ménage rural en quantité et en valeur et le pourcentage des ménages consommateurs de chaque catégorie de produits sont présentés dans le tableau 1.1.1. Dans ce tableau, on voit bien que les tubercules et bananes, les légumineuses et les boissons sont les produits les plus répandus dans la consommation alimentaire des ménages ruraux. Leur consommation est plus élevée que celle de tous les autres produits par ménage. Après les tubercules et bananes,

les légumineuses et boissons, les produits d'origine animale dominent le reste des produits en termes de valeur monétaire alors qu'ils ont été observés seulement dans 50% des ménages et que la quantité consommée par ménage par an est faible (55 kg/an). 92% des ménages ont déclaré avoir consommé les légumes et les fruits alors que les céréales sont consommées par 69% des ménages."

•Le tableau 1.1.2 en complément du tableau 1.1.1 présente la valeur nutritionnelle de la ration du ménage. En 1983, on observe que la ration moyenne fournit 2.444 Kcal/AE/jour, 80 grammes de protéines et 12 grammes de lipides par AE/jour.

A travers le tableau 1.1.3, on peut voir que 50% des ménages ont un taux de couverture au plus égal à 95%. Dans une grande partie (28%) de ces ménages, le taux de couverture n'atteint même pas 80% des besoins caloriques.

D'après ces tableaux, le niveau de consommation indique que les besoins caloriques et protéiques sont couverts (que les besoins en lipides ne le sont pas). Même si le niveau d'apport protéique est satisfaisant, il faut remarquer que plus de 97% de ces apports sont d'origine végétale (ce qui traduit un revenu faible en milieu rural). Le niveau moyen de consommation calorique cache des grandes diversités à l'intérieur de la population. On constate bien que la valeur de la consommation alimentaire occupe une grande partie, 71 à 86%, des dépenses de consommation des ménages.

È

ÈÀ

J

XÀ

(Pour ceux qui sont intéressés par ces caractéristiques, je peux leur fournir les données sur :

Ì

Ì© la consommation alimentaire en quantité, à selon l'origine des produits; P XP

Ì

Ì© " " " " " la zone géographique; P XP

Ì

Ì© " " " " en valeur monét. selon l'orig. des produits ©

Ì

Ì© " " calorique et protéique par adulte © équivalent; P XP

Ì

Ìselon quelques caractéristiques du ménage). P XP

È

ÈÀ

X

JÀÜf ÜE2. "Les donnâ,âes dá,âtaillâ,âes sur la consommation alimentaire des

î

Îmâ,âánages rurauxP JP

•Le temps allouâ,â á...â l'exposâ,â ne permet pas de prá,âsenter les dá,âtails sur la consommation alimentaire en quantitâ,â et en valeur selon l'origine des produits (Autoconsommation, Achats et Cadeaux) et selon la zone gé,âographique, les apports des diffâ,âârents á,âlá,âéments selon quelques caractâ,âristiques du má,âánage.

Seulement, j'ai choisi les tableaux 2.1.1, 2.1.2, et 2.1.3 pour vous prá,âsenter le structure de la ration du má,âánage exprimâ,âe en diffâ,âârents nutriments, en quantitâ,â physique et en valeur monâ,âétaire par adulteâ,ââquivalent ou par má,âánage, et la consomma<sup>a</sup>tion moyenne d'un má,âánage par an et le pourcentage des má,âánages consommateurs de chaque produit.

Il ressort de ces tableaux que les haricots apportent une plus grande partie des á,âlá,âéments nutritifs de la ration, soit 32,3% des calories, 65,1% des proté,ââines et 8,3% des lipides. Les deux produits, á...â eux seuls, apportent presque la moitiâ,â des apports caloriques totaux et plus de deux tiers des apports proté,ââiques.

"•La ration du má,âánage rural est principalement basé,âe sur sept produits : le haricot, la patate douce, la banane á...â cuire, le ma<sup>a</sup>nioc, la pomme de terre, le biâšâre de sorgho qui fournissent 86,8% des calories, 84,5% des proté,ââines et 33,3% des lipides. Ces pro<sup>a</sup>duits reprâ,âsentent 77,1% de la quantitâ,â totale de la ration et 75,3% de la valeur monâ,âétaire. La part des produits d'origine ani<sup>a</sup>male et des aliments divers est trášâs á,âlevâ,âe en valeur (24,7%) par rapport á...â leur apport en quantitâ,â physique (12,9%). Ces produits dont les principaux sont les huiles (8,3% des apports en lipides) viennent aprâšâs les lá,âgumineuses (41,7% des apports en lipides) pour" •fournir presque la moitiâ,â des apports de lipides. Les apports des lipides dont infâ,âârieurs aux normes estimâ,âes á...â 40 gr par adulteâ,ââquivalent par jour, c'est á...â dire que les besoins sont couverts tout au plus á...â 30%.

Bien que le document ne prá,âsente pas les groupes de popula<sup>a</sup>tion cible (c'est á...â dire les populations concernâ,âes par une faible alimentation), et les autres á,âlá,âéments tels que les vitami<sup>a</sup>nes et les á,âlá,âéments minâ,ââraux, on peut profiter de l'approche dá,ââveloppâ,âe qui permet de voir dans l'ensemble le comportement ali<sup>a</sup>mentaire du milieu rural ou de certains groupes de má,âánages ayant des caractâ,âristiques communes.

d. "Les problâšâmes rencontrâ,âs et les perspectives d'avenir dans

î

Îl'Enquâ<sup>â</sup>te BudgetâConsommation•P JP

ÜZ Ü



1. "Les problèmes qui ont retardé la publication"

Lors de l'exécution de l'enquête la Direction générale de la statistique (DGS) n'avait pas d'expérience dans la conduite d'une enquête budget-consommation. D'autre part, il y a eu beaucoup de mutations au niveau du poste de coordination. Cette absence d'un Directeur général s'est ajoutée au manque du personnel cadre pour freiner le travail.

Lors de la conception de l'enquête, quelques points clés n'étaient pas bien étudiés, Il s'agit entre autres :

- du programme de traitement,
- de l'assistance technique,
- du plan de formation des agents surtout de traitement
- informatique;
- et surtout des sources de financement non connues lors du lancement de l'opération.

Bref, il y avait un manque de gestion de l'aide financière (Fonds d'aide à la Coopération) et le projet ENBC n'a aucune autonomie administrative et organique.

2. "Les perspectives d'avenir"

Pour le moment, le projet ENBC a reçu l'appui de USAID qui permet et permettra de développer, analyser et publier les résultats. En plus de la formation du personnel, la Direction des Enquêtes a reçu non seulement une assistance technique extérieure mais aussi l'appui de la Direction Générale d'Informatique.

Le projet ENBC sera bien intégré dans la Direction Générale de la Statistique, les enquêteurs seront permanents et à l'avenir on pourra réaliser des enquêtes régulières à passages répétés sur un échantillon représentatif.

Les résultats de l'ENBC sont attendus pour être utilisés notamment par la Direction des comptes nationaux et le bureau chargé des Prix. On espère calculer l'indice national des prix à la consommation.

"Les indices de prix à la consommation"

Au moment où l'Enquête Nationale sur le Budget et la Consommation (ENBC) est dans ses phases d'exploitation, d'analyse et de publication, le bureau chargé des prix se prépare à calculer l'indice des prix à la consommation. Nul n'ignore que l'indice national des prix à la consommation des ménages est un indicateur qui mesure le degré d'inflation de l'économie d'un pays puisque l'évolution des prix à la consommation est souvent une conséquence des évolutions à leurs stades de formation différents (investissement, production, importation, commerce de gros, etc..). L'indice des prix à la consommation constitue un indicateur sur le pouvoir d'achat de la population et de ce fait, c'est un instrument de la régulation de la masse monétaire. Les spécialistes savent que l'expansion monétaire doit dépendre du taux d'inflation de l'économie et du taux de croissance du Produit Intérieur Brut.

En attendant les coefficients de pondération qui seront fournis par l'ENBC, le bureau chargé des prix a procédé à l'échantillonnage des points de vente. L'échantillon retenu tient compte des zones urbaines et

rurales. Les marchés des chefs-lieux de préfecture auxquels viennent s'ajouter ceux des villes Rwamagana et Nyanza constituent les centres d'enquête en milieu urbain. En zone rurale, chaque préfecture est représentée par deux centres d'enquête (excepté celle de Gitarama pour laquelle on a retenu trois centres). Ces deux centres ont été choisis en tenant compte des critères suivants :

1° Les deux centres devaient être les plus importants de la zone rurale de la préfecture ;

2° Ils devaient être les plus éloignés entre eux ainsi que du chef-lieu de préfecture ;

3° Ils devaient enfin être accessibles durant toute l'année.

Ces trois critères combinés à la représentativité géographique nous permettront d'avoir les prix pratiqués par le milieu rural. Que ce soit dans le milieu urbain ou dans le milieu rural, les prix collectés dans les points de vente identifiés seront pondés par coefficients (parts budgétaires qui devront être fournies par les services chargés de l'exploitation de l'ENBC) dans le calcul de l'indice.

UB Ü

3- "Difficultés rencontrés par la D.G.S. •

La Direction Générale de la Statistique a enregistré, à maintes fois des reproches et critiques comme quoi elle est défaillante. La D.G.S., à elle seule, ne peut pas répondre aux problèmes de coordination et harmonisation des travaux statistiques si tous les autres services qui partagent le métier de collecter, traiter, analyser les informations et surtout les pouvoirs publics ne lui prêtent pas son soutien moral et matériel. Le dialogue, la compréhension et la complémentarité, entre les services producteurs de statistiques doivent aller de l'avant pour faire comprendre aux acteurs économiques l'utilité, d'une information statistique abondante et fiable sur les phénomènes économiques et sociaux.

Jusqu'à présent la D.G.S. se heurte à des facteurs limitant son développement. Parmi les facteurs internes on peut souligner l'insuffisance du personnel technique et des moyens logistiques limités, accordés souvent à la D.G.S. Quant aux facteurs externes, il s'agit, en plus de la collaboration soulignée plus haut, des facteurs d'environnement de la D.G.S. Les autres services utilisateurs ou non font semblant d'ignorer que l'obtention des données statistiques nécessite des investigations complexes et coûteuses en temps, moyens matériels, financiers et humains. Ils partent de là pour déclarer que la D.G.S. est défaillante.

Certains partent de cet état pour organiser eux-mêmes des enquêtes à l'insu de la D.G.S., ce qui rend encore la tâche de coordination des travaux statistiques plus difficile.

3- "Intégration de la D.G.S. dans le programme d'appui •  
"à la stratégie alimentaire •

J'ai souligné, à plus haut les besoins de données pour une stratégie alimentaire. Dans le discours de Son Excellence Le Général-Major HABYALIMANA Juvénal prononcé, à l'occasion de la deuxième rencontre avec les agents de l'Etat, il est souligné, à l'attachement à une croissance des secteurs alimentaires et agricoles significative, l'accroissement du revenu des paysans pour qu'ils améliorent leur habitat, leur santé, et leurs besoins de formation, et l'autosuffisance en nourriture avec un surplus pour le marché. Pour suivre et analyser les actions des sous-programmes ou des stratégies sous-jacentes, on a besoin de collecter et d'exploiter des informations sur les réalités économiques et sociales. Prenons comme exemple "le sous-programme des INTRANTS". Dans ce sous-programme, il est prévu un volet "suivi et analyse" qui a pour but la collecte et l'exploitation des données sur l'utilisation des intrants agricoles et celles qui mesurent l'impact du Projet sur l'ensemble de l'Economie. Ici il est donc intéressant d'étudier les corrélations entre le coût des intrants, les coûts de production, l'accroissement de la production et les prix de produits agricoles (à la production, à la consommation). Or, de telles analyses ne sont pertinentes que s'il y a une amélioration des statistiques de production, de prix à la production et à la consommation et même des prix des intrants utilisés comme consommations intermédiaires dans l'agriculture.

La D.G.S. a déployé, des efforts pour améliorer les statistiques de production et de prix. Elle a besoin d'être intégrée dans le Programme d'Appui à la Stratégie Alimentaire (PASA) pour continuer ses efforts et développer les statistiques relatives aux transports, aux circuits de distribution, à la démographie etc... pour mieux orienter les décideurs.

La D.G.S. a besoin d'être renforcée par un recrutement des techniciens et des cadres de conception (ingénieurs statisticiens et techniciens de la

Statistique) et par un accroissement de moyens nécessaires (à l'équipement informatique, véhicules pour les services statistiques préfectoraux, etc..).

La D.G.S. a besoin d'une collaboration franche pour assumer son rôle de coordination et d'harmonisation des statistiques qui lui est du moins confié, à par les textes législatifs. La D.G.S. ne peut grand chose si les autres services producteurs d'informations ne sont pas en mesure de lui fournir les matériaux (données) détenus par chacun d'eux. Sans cette contribution essentielle, il n'est pas possible d'élaborer un ensemble statistique cohérent et complet à mettre à la disposition du Gouvernement et du public.

Ü>      Ü



Si j'ai tenu à vous rappeler les concepts d'autosuffisance alimentaire pris dans leur contexte historique, si j'ai souligné les besoins en informations en mettant l'accent sur la Direction Générale de la Statistique, c'est non seulement pour situer l'exposé dans le cadre du séminaire mais surtout pour ouvrir un débat important sur un organe informationnel nécessaire aux décideurs. En effet, pour traiter un sujet comme l'autosuffisance alimentaire, il faut une connaissance des indicateurs socio-économiques qui permettent de situer le niveau actuel et d'en mesurer les possibilités d'évolution. On limitera les objectifs en essayant d'identifier dans le processus d'évolution les étapes ou les facteurs risquant de provoquer un blocage. C'est justement ici qu'on voit comment il est nécessaire de faire collaborer les spécialistes de diverses sciences et techniques, de faire en sorte que leurs méthodes se complètent sans se concurrencer, toutes tendues vers un objectif simple et clairement défini.

Les résultats de l'ENBC montrent que la consommation alimentaire en milieu rural est basée sur le haricot. La faiblesse de revenu dans les campagnes se manifeste dans la consommation des lipides. En effet, plus le revenu est bas, plus la consommation des produits d'origine animale riches en lipides est basse. Tout en stimulant l'accroissement de la production vivrière, il faut soutenir les politiques qui visent l'augmentation du revenu des paysans.

J'ai bien souligné qu'il y a des informations qualitatives et quantitatives. Et ces informations sont complémentaires. Il ne suffit pas de dire qu'on produit telle quantité de pomme de terre, qu'on consomme telle quantité de haricots; il faut aussi savoir comment se font la production, la commercialisation, la consommation etc.. pour mériter le titre d'organe informationnel complet. Là on trouve encore cet aspect de complémentarité entre les services producteurs de statistiques et les autres services utilisateurs ou non de ces statistiques, notamment ceux des chercheurs.

Pour éviter la concurrence et encourager la compréhension, la collaboration et la complémentarité, il faut, d'une part, que les services spécialisés qui connaissent certaines investigations fassent leurs travaux avec pour souci d'avoir une quelconque cohérence des objectifs et des méthodes ou de les intégrer dans un cadre fédérateur et mobilisateur. D'autre part, il faut un organe centralisateur de ces informations et coordonnateur de ces investigations. Ce rôle est donné à la Direction Générale de la Statistique. Celle-ci a besoin de votre soutien, vous en tant que chercheurs, chefs de services producteurs de statistiques, autorités pouvant lui doter de moyens, pour répondre à cette tâche d'orienter les décisions politiques. La D.G.S. a besoin qu'on se joigne à elle pour construire un système d'information pertinent et d'un coût raisonnable.

## Ã \* ÃI. "BREVE PRESENTATION DU SESA•f

Le Service des Enquá^âtes et Statistiques Agricoles (SESA) s'inscrit dans un vaste projet "Enquá^âtes Agricoles et Analyse des Politiques Economiques du Secteur Rural" (ASPAP) á...á partir du 30 Aoá-át 1986, date á...á laquelle le SESA est entrá,á dans sa deuxiáŠáme phase.

Cette seconde phase vient renforcer les acquit de la premiáŠäre phase et se penchera davantage sur les á,átudes spá,áciales en matiáŠäre d'á,áconomie rurale, en amá,áliorant et en á,álargissant la base d'informations á...á partir de laquelle la politique du secteur rural est formulá,áe ainsi qu'en renforáŠánt les capacitá,ás statistiques et d'analyse dudit service.

Rappelons en passant que ASPAP coiffe en plus du SESA, la Direction Gá,áná,árale de la Politique Economique du MinistáŠäre des Finances et de l'Economie et la Direction des Enquá^âtes Statistiques du MinistáŠäre du Plan.

Le Service a á,átá,á initiá,á en 1981 et deux principaux objectifs lui á,átaiant assigná,ás au dá,ápart, á...á savoir :

Ï

Ï1) Fournir des donná,ées de base fiables pour une meilleure planification du secteur rural en effectuant une enquá^âte nationale agricole;P JÞ

Ï

Ï2) Mettre sur place une structure permanente de collecte , de traitement et d'analyse des statistiques agricoles.P JÞ

## II. "ENQUETE NATIONALE AGRICOLE 1984

### 2.1 Enquá^âte pilote•

L'objectif principal de l'enquá^âte pilote, comme le nom l'indique, est de servir de test et permettre l'á,áévaluation de chaque phase des opá,árations, y compris la collecte et l'exploitation des donná,ées. Une á,áévaluation des rá,ásultats de l'enquá^âte pilote a á,átá,á utilisá,áe pour calibrer le maté,áriel, et les má,áthodes utilisá,áes ainsi que pour dá,áterminer la taille finale et la structure de l'organisation sur le terrain pour l'Enquá^âte Nationale Agricole qui devait commencer en aoá-át 1983. Une á,áévaluation du coá-át et du temps ná,ácessaires pour mener á...á bien chaque activité,á durant l'enquá^âte pilote a aussi servi á...á programmer l'Enquá^âte Nationale Agricole.

L'objectif secondaire de l'Enquá^âte pilote fut d'obtenir certaines estimations des rá,ásultats á...á l'á,áchelon national et dans le cas possible, á...á l'á,áchelon prá,áfectoral. Aucune contrainte spá,ácifique ne fut spá,ácifiá,áe quant au degré,á de prá,ácision des rá,ásultats de l'Enquá^âte Pilote.

Ûh Û

## 2.2 "Enquête rurale"

### •2.2.1 "Description du questionnaire"

•Le jeu complet du questionnaire se compose de 6 fiches couvrant les rubriques suivantes:

#### A. Facteurs de production

##### 1. Terre

- a. Morcellement des terres
- b. Superficie de l'exploitation, des blocs, des champs.
- c. Amélioration et protection des terres.
- d. Qualité des sols.
- e. Régime foncier.
- f. Topographie.
- g. Utilisation des terres (rotation).
- h. Application de la fumure.
- i. Erosion des sols.
- j. Distances des champs par rapport à l'habitation

##### 2. Main d'oeuvre

- a. Nombre de personnes par ménage, par sexe et leur niveau d'instruction.
- b. Répartition de la main d'oeuvre par activité agricole et par culture.
- c. Activités agricoles en dehors de l'exploitation
- d. Utilisation de la main d'oeuvre de l'extérieur.

##### 3. Capital

- a. Equipement agricole.
- b. Constructions agricoles.
- c. Cheptel (bovins, ovins, caprins, porcins, volaille, lapins).

#### B. Production

1. Production végétale: quantité récoltée par culture, variation saisonnière de la production.
2. Production animale: animaux vendus, consommés, donnés en cadeau, ... Production laitière, production d'oeufs.

#### C. Commercialisation

1. Marchés (distance, fréquence des visites).
2. Personnes chargées de la commercialisation.
3. Produits commercialisés.

Ůf Ů



Le questionnaire couvre une période de référence d'une année afin de cerner les variations saisonnières dans une année agricole. Chaque question était précodifiée pour accéder au traitement informatique.

Les six fiches du questionnaire sont les suivantes:

1. Questionnaire de ménage (QM): passage unique
2. Fiche superficie (FS): passage unique
3. Fiche champs échantillonnés (CE): 2 saisons
4. Fiche données saisonnières (DS): 4 trimestres
5. Registre journalier de récolte (RJR): 2 saisons
6. Registre périodique de récolte (RPR): 2 saisons

### 2.2.2 "Méthode de collecte des données

î

îî •La phase de la collecte des données a été caractérisée par l'utilisation de trois différentes méthodologies de collecte; chaque méthodologie recueille un type d'informations particulier. P JP

î

îî îLa méthode d'interview impliquant une visite unique de très courte durée afin de cerner les différentes caractéristiques du ménage comme l'âge et le niveau d'instruction des membres du ménage, la main-d'oeuvre, un inventaire de l'équipement agricole et du cheptel, etc. P JP

î

îî îLes mesures de superficie et de production par contre exigeaient l'application des méthodes plus détaillées, La superficie totale de l'exploitation ainsi que la superficie des champs échantillonnés a été obtenue en faisant appel à des techniques objectives de mensuration. P JP

î

îî îEn premier lieu, les limites des blocs ou des champs sont déterminées en utilisant des piquets sur chaque coin. Ensuite la distance (en mètres) est mesurée pour chaque côté et l'angle intérieur pour chaque coin du polygone est enregistré. Finalement les angles et les distances obtenus sont introduits dans un ordinateur qui calcule automatiquement la superficie. P JP

î

îî îL'obtention d'une estimation des productions au niveau de l'exploitation nécessitait une étroite collaboration entre l'enquêteur et l'exploitant. La méthodologie appliquée à cet effet prévoyait des visites fréquentes de la part de l'enquêteur. Une unité de mesure standardisée, notamment un seau gradué en quatre parties, a été mis à la disposition de chaque enquêteur. P JP

î

îî îPar le billet de ces visites préparées, l'enquêteur assistait l'exploitant pour la mise en seau de sa récolte journalière et tenait à jour un registre journalier de récolte spécialement conçu à cet effet. Outre le registre journalier, l'enquêteur disposait également d'un registre périodique de récolte qui constituait un résumé hebdomadaire et mensuel des enregistrements journaliers de la récolte. P JP

### 2.2.3

î"Limitations dans le contenu de l'enquête P JP

î

î•Du fait que ce projet, comme la plupart des autres, souffrait d'importantes contraintes de temps et de ressources, le processus selon lequel certains types

d'informations á,átaient inclus dans l'enquá^áte et d'autres rejetá,ás, s'est rá,ává,álá,á á^átre une táfáche longue et difficile. Tenant compte du vaste á,áventail des besoins en donná,ées des diffá,árents utilisateurs potentiels, le personnel du projet et les consultants (notamment des agro@á,áconomistes, un sociologue rural, des statisticiens, des spá,ácialistes d'enquá^áte, des agronomes, etc.) ont collaborá,á en vue d'á,álaborer une enquá^áte á...á má^áme de satisfaire le maximum de ces besoins, sans pour autant compromettre la fiabilitá,á et la validitá,á des donná,ées. Du fait que cette enquá^áte á,áétait la premiáŠare tentative du MINAGRI de mener une enquá^áte agricole á...á l'á,áchelon national en utilisant un á,áchantillon scientifique, les coordinateurs du projet se sont tout particuliáŠarement attachá,ás á...á ce que la taille et le contenu de l'enquá^áte restent maniables. On a tout d'abord classá,á les nombreux besoins en donná,ées par ordre de prioritá,á; puis ils ont soit á,áotá,á sá,álectionná,ás pour á^átre inclus dans l'enquá^áte, soit pour á^átre couverts dans le programme de suivi. Trois types de donná,ées ont á,áotá,á considá,árá,ás de premiáŠare importance; toutefois, du fait de lourdes contraintes portant sur les má,áthodologies et les ressources elles ont dá-á á^átre incorporá,ées dans le programme de l'enquá^áte de suivi. P J P

Ì

ÌÌ ÌA. Informations spá,ácifiques aux cultures et á...á la productivitá,á de ces cultures. P J P

Ì

ÌÌ ÌLes má,áthodes pour la collecte des informations sur les rendements sont universellement longues et relativement compliqué,ées particuliáŠarement lorsqu'on est confrontá,á á...á deux ou trois saisons, les cultures intercalaire, les cultures associá,ées, des densitá,ás variables au niveau má^áme du champ, etc. Du fait que la production totale de l'exploitation et des estimations sur l'utilisation des terres á...á l'á,áchelon rá,ágional et national avaient une plus haute prioritá,á que les estimations des rendements (pour lesquelles des má,áthodes spá,ácifiques sont de rigueur), il á,áotá,á dá,ácidá,á que les rendements des cultures seraient traité,ás ultá,árieurement dans une enquá^áte de suivi. P J P

Ûb Û

î

îî ÌB. Données concernant l'utilisation de la force de travail sur l'exploitation agricole. P JP

î

îî ÌIl est toujours très difficile d'obtenir des informations concernant l'utilisation de la main-d'oeuvre dans une économie de subsistance: elle doit être spécifiée par culture et par type d'activité. La méthode d'enquête la plus appropriée est généralement des visites journalières. Les membres d'un ménage agricole ne comptabilisent généralement pas leur utilisation du temps. L'enquête nationale agricole s'est donc limitée à la disponibilité de la main-d'oeuvre au sein de l'exploitation agricole ainsi qu'à la répartition des responsabilités parmi les membres du ménage, l'appel à la main-d'oeuvre extérieure, les travaux effectués par les membres du ménage en dehors de l'exploitation, etc. P JP

î

îî ÌC. La commercialisation des cultures. P JP

î

îî ÌLes enquêtes sur le niveau des transactions en milieu rural (quantités achetées et vendues, les prix, les motivations, etc.) doivent faire l'objet d'études spécifiques avec des méthodes de collecte adaptées à ce genre d'informations à recueillir. En outre, l'enquête budget-consommation menée par le MINIPLAN avait clairement démontré leur intention de se charger de la collecte de ce type de données.

LA STRATÉGIE D'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET LES OBJECTIFS POLITIQUES DANS LE SECTEUR ALIMENTAIRE AU RWANDA.

1) I

"D. FINITION DE LA STRATÉGIE D'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET SA PLACE DANS LE SYSTÈME DE PLANIFICATION AU RWANDA P J P

### 1.1 Bref rappel de la problématique rwandaise

Le problème de la famine, phénomène qui s'est assez souvent manifesté dans ce pays, a de tout temps préoccupé les pouvoirs publics au Rwanda. C'est ainsi qu'à l'époque de la Tutelle et pour faire face à ce genre de situation, la puissance administrant a consacré et fait exécuter de nombreuses actions dont les plus mémorables restent l'introduction et l'adaptation de nouvelles cultures à travers la création de l'ISAR (anciennement INEAC), la culture obligatoire de certaines spéculations dites anti-famine (manioc et patate douce) ainsi que la généralisation du système de lutte anti-mosique. Ces mesures, bien que leur application était ressentie comme une contrainte par la population, eurent néanmoins un impact certain sur l'atténuation de la famine comme calamité, généralisée et périodique. Cette politique ne put toutefois pas faire disparaître complètement le spectre de la faim dans certaines régions jugées surpeuplées. Les autorités administratives de la tutelle crurent bon alors de déloger ces régions trop peuplées, selon elles, par le déplacement d'une partie de la population vers les régions qui l'étaient moins. C'est ainsi que les fameux paysannats firent leur apparition dans le paysage rwandais. On peut dire donc que la capacité du Rwanda à nourrir sa population en croissance rapide constitue la véritable problématique de ce pays dont les responsables politiques même à l'époque de la Tutelle, on vient de le constater, n'ont jamais cessé de se préoccuper.

### 1.2 I

Quelques solutions proposées et mises en exécution dans le cadre des plans de développement antérieurs. P J P

Dans le "Plan Décennal pour le Développement Economique et Social du Ruanda-Urundi" (Bruxelles 1951), on semble déjà attirer une attention particulière sur ce qu'ils appellent la surcharge des terres et ses conséquences. En effet d'après les résultats du recensement effectué en 1949, une famille pouvait disposer en moyenne de 2,88 Hectares pour ses cultures vivrières tandis qu'un bovidé avait une superficie de 1,63 Ha de pâturage. Dans les régions densément peuplées toutefois et selon le même recensement, ces dimensions moyennes pouvaient être inférieures à 1,5 Ha et 1 Ha. Selon les normes fixées par les experts de l'époque en effet, une famille autochtone aurait dû disposer de 4 à 6 Ha pour subvenir correctement à ses besoins alimentaires, tandis qu'un bovin avait besoin de tout au moins 3 hectares comme superficie de pâturage. Pour insister sur cet aspect le rapport susmentionné dit à la page 346 : "Toute la gravité de la situation ressort du contraste entre ces chiffres et la réalité: aujourd'hui déjà, il y a au Ruanda-Urundi, 145.000 familles de trop sur un total de 780.000, et un excédent de 440.000 têtes de gros bétail sur 970.000, pour ne rien dire de la pléthore du petit bétail. La surpopulation et la surcharge pastorale varient en intensité selon les régions. L'ordre de priorité en découle, tant pour l'application des remèdes, que pour la poursuite des études parmi lesquelles il faut mentionner l'établissement de la carte pédologique, travail de longue haleine dont la réalisation est prévue au cours des années à venir". Mise à part l'influence de l'optique malthusienne

qui semble avoir précédé, à cette analyse et les normes techniques fixées par les experts qui peuvent varier d'une époque à une autre sans doute en fonction de la réalité, visible ou tout autre critère, on voit à travers ce qui est dit plus haut, l'importance que l'autorité coloniale attachait à cette question. Importance qui va se retrouver d'ailleurs dans les mesures prises pour faire face à cette situation. Mais laissons encore une fois parler ce rapport à la page 347 : "Pour parer à ce danger, il s'agira de mettre en oeuvre un programme de longue haleine dont la réalisation s'annonce ardue et dont les grandes lignes peuvent se résumer ainsi :

↳

↳ préserver la sol, puis, en augmenter le rendement à l'hectare; P JP

↳

↳ créer des zones complémentaires, les unes où seront intensifiées les cultures vivrières, les autres destinées aux cultures d'exportation ou à la mise en valeur industrielle; P JP

↳

↳ préparer pour le repeuplement les régions susceptibles de recevoir de nouveaux habitants; P JP

↳

↳ déloger les zones surpeuplées impropres aux cultures d'exportation ou à l'industrialisation, en provoquant l'exode d'une partie de leurs populations vers les régions moins peuplées". P JP

Dès le recouvrement du Pays de son indépendance, le Gouvernement national a ainsi repris à son compte la gestion des problèmes difficiles liés à la démographie et à la production. Sans chercher à mettre sur pied un nouveau type de solutions compte tenu de diverses contraintes compréhensibles pour un pays nouvellement indépendant, le Rwanda a continué à appliquer la même méthode thérapeutique que les autorités coloniales. En effet la mise en place des paysannats qui avait commencé en 1950 avec l'aménagement et l'installation de ces regroupements au Mayaga, en préfectures de Butare et Gitarama, se poursuit au cours des années 1960 et les premières années de la décennie 1970 avec la mise en place des paysannats du Bugesera et en partie ceux du Gisaka-Migongo. Par ailleurs se sont ajoutés d'autres dont les paysannats dits pyréthre en préfectures de Ruhengeri et Gisenyi, l'Icyanya en préfecture de Kigali et le paysannat@coton du Bugarama en préfecture de Cyangugu. Ce type d'action, qui réservait 2 hectares de superficie moyenne pour chaque exploitation, devait dans l'esprit de leurs concepteurs principalement résoudre le problème de la surpopulation de certaines régions du pays. A une époque où l'exploitation agricole familiale moyenne pouvait dépasser 2 Ha et étant donné les contraintes qui accompagnaient l'acquisition de cette propriété, ces dispositions ne pouvaient attirer que les paysans sans terre ou ceux qui se voyaient menacés de l'être dans leurs régions. Le paysannat est une forme de colonat qui présente de nombreux avantages :

↳

↳ les lotissements sont effectués à partir d'analyses géologiques et géomorphologiques, ce qui est un gage de bonne qualité des terres; P JP

↳

↳ les infrastructures élémentaires (pistes, adductions d'eau) sont présentes dès le début de l'installation; P JP

↳

↳ l'infrastructure sociale, au sens large du terme (dispensaire, école) y est plus développée qu'en milieu traditionnel. P JP

En échange de ces avantages, les nouveaux arrivants étaient tenus par contrat avec la puissance publique à deux obligations principales :

Ï

Ï© pratique de la culture de rapport sá,álectionná,áe en fonction du milieu d'implantation (café,á, pyrásŠáthre, thá,á, coton, arachide);P JP

Ï

Ï© entretien minimum des pistes de collecte desservant toutes les exploitations.P JP

En thá,áorie, les paysans á,átaient tenus de mettre en valeur leur parcelle suivant les indications des autoritá,ás compá,átentes. Mais en pratique aucun assolement au rotation de cultures n'y á,áétait imposá,á. En dá,áfinitive, on peut conclure sur ce type d'action en se disant que si le paysannat a constituá,á une bonne solution pour rá,ásoudre des probláŠámes de surpopulation localisá,áe et á...á une certaine á,áépoque, son modáŠále n'est malheureusement plus reproductible dans les conditions actuelles et encore moins dans l'avenir. Sur le plan de la productivitá,á aussi, on peut dá,áplorer le fait que, malgré,á tous les avantages ci©haut á,ánumá,árá,ás, les exploitations agricoles familiales en paysannats ne soient pas plus productives que celles du milieu traditionnel du moins selon l'opinion de certains observateurs avisá,ás.

La formule de paysannat ayant montrá,á ses limites, fut viteÜf Ü remplacá,áe par le concept de dá,áveloppement rural intá,ágrá,á peráŠáu á...á l'á,áépoque comme un complexe d'actions complá,ámentaires dont la mise en exá,áécution pouvait assurer un dá,áveloppement rapide et á,áéquilibrá,á du milieu rural. la IIe Rá,ápublique, gráfáce á...á sa politique d'ouverture qui a pu nous gagner beaucoup d'amis et de solidaritá,á agissante et son option de faire du secteur agricole la prioritá,á de notre politique de dá,áveloppement, a donná,á naissance, á...á travers les IIe et IIIe plans, á...á une multitude de projets dont les plus importants sont ceux dá,ánommá,ás "de dá,áveloppement rural intá,ágrá,á". Ce concept n'est nullement le fruit de la rá,áflexion d'un planificateur rwandais. Il a plutá"át á,áatá,á á,áala"borá,á par certains thá,áoriciciens du dá,áveloppement du Tiers©Monde relayá,ás par certains organismes internationaux comme la FAO et la Banque Mondiale. Ses concepteurs le dá,áfinissant souvent comme "une stratá,ágie visant á...á amá,áliorer la condition á,áconomique et sociale d'un groupe humain particulier, celui des campagnards dá,ámunis. Le dá,áveloppement doit profiter aux plus pauvres de ceux qui ont á...á gagner leur vie dans les campagnes et parmi lesquels on trouve de petits propriá,áitaires, de petits fermiers et les sans terre".

Telle que formulá,áe , on comprend pourquoi le Rwanda ainsi que d'autres pays africains ont á,áatá,á sá,áadults par cette stratá,ágie,laquelle á...á leurs yeux pouvait rá,ásoudre la plupart des probláŠámes socio©á,áconomiques rencontrá,ás dans le milieu rural. Nous nous sommes attelá,á dáŠás le milieu des anná,ées 1970 á...á la mise en oeuvre de cette stratá,ágie avec la conviction et peut©á^átre má^áme l'obstination qui nous caractá,árise. Ainsi, l'objectif principal á,áétait de couvrir le pays des projets de ce type. Mous avons, pour ce faire, bá,áaná,áficiá,á d'une conjoncture particuliaŠárement favorable, au cours de laquelle les pays amis nous ont manifestá,á une grande gá,áaná,árositá,á, pour ce qui est des aides bilatá,árales, et une grande comprá,áhension de la part des bailleurs de fonds, pour ce qui est des prá^áts á...á des conditions de faveur. Le bilan des actions exá,ácutá,áes depuis plus de 10 ans pour dá,ávelopper le milieu rural est tráŠás difficile á...á á,átablir. En effet, il faut avouer que le dá,áveloppement rural intá,ágrá,á est une opá,áration complexe á...á planifier, á...á exá,ácuter et á...á á,ávaluer, car fondamentalement, il est difficile de prá,ávoir la conduite de l'á^átre humain, surtout lorsqu'il s'agit du paysan qui vit dans un systáŠáme dont les fondements á,áconomiques, sociaux et culturels n'ont pas encore fait l'objet d'une á,áétude sá,árieuse. Malgré,á cette difficultá,á, un consensus largement partagá,á admet de nos jours, que l'exá,áécution de ces actions dans les terroirs nouvellement colonisá,ás tels que c'est le cas, semble©t©il, pour les rá,ágions du Bugesera et le Gisaka©Migongo, du Mutara, et de la Crá^áte Zaire©Nil, a á,áatá,á un succáŠás, Les rá,ásultats seraient moins apprá,áciables ailleurs pour diverses raisons dont les plus importantes seraient liá,áes á...á notre capacitá,á

d'autofinancement qui est d'ailleurs. Laquelle en nous mettant à la merci des bailleurs de fonds peut aussi avoir comme autre conséquence un saupoudrage des programmes prévus. On peut d'ailleurs explorer aussi sans doute l'insuffisance du cadre incitatif en amont et en aval pour la promotion du secteur agricole; fabrication d'intrants d'une part et transformation et commercialisation de la production agricole d'autre part. Ainsi que l'absence d'études socio-économiques permettant de connaître la situation antérieure de la population cible visée par le projet.

ü ü

î

1.3 "Définition de la Stratégie d'autosuffisance alimentaire telle qu'envisagée dans le IVe Plan P J P

1.3.1î

1 Stratégie Alimentaire, pièce maîtresse du IVe Plan P J P

• L'adéquation de la production agricole aux besoins alimentaires d'une population en constante progression a toujours constitué, pour les dirigeants de notre pays, une préoccupation permanente, se traduisant, comme on l'a vu par des actions concrètes concrètes ou adaptées à notre contexte et mises en exécution au cours de plans successifs, et cela principalement depuis l'avènement de la IIe République. Cependant, comme le milieu rural est un domaine très complexe, on l'a déjà " signalé, il est parfaitement normal de considérer qu'un effort constant de réflexion soit soutenu par tous ceux qui sont impliqués de près ou loin dans la conception et l'exécution des programmes destinés à développer. Loin d'être figés, notre système de planification essaie plutôt de s'adapter à un contexte en perpétuelle mutation pour tenir compte des éléments nouveaux pouvant apparaître à travers une meilleure perception des problèmes du milieu et une évaluation des programmes déjà réalisés sur le terrain. C'est dans cette optique et afin de cerner de près toutes les questions liées à notre problématique qu'un effort de réflexion commune incluant des experts tant des pays amis européens que de l'Administration nationale, a abouti en 1983 à la production de notre stratégie alimentaire. Stratégie qui dès lors a été adaptée par nos responsables politiques. Comme il s'agit d'un document qui a connu une très large diffusion, on se contentera de rappeler brièvement ici ses axes forces qui sont :

î

1 la mise en place d'une fertilisation, pour maintenir et accroître la fertilité des sols, associée à des efforts d'intensification, de conservation et de réclamation de nouvelles terres de marais et de vallées sèches; P J P

î

1 la valorisation systématique des productions vivrières et animales par une politique commerciale et de stockage adéquates et par le développement des agro-industries; P J P

î

1 une politique hardie de désenclavement de certaines régions et d'échanges interrégionaux; P J P

î

1 la constitution d'un stock de sécurité alimentaire satisfaisant pour faire face à des problèmes conjoncturels. P J P

Dans le cadre de l'exécution de certains programmes prioritaires de cette stratégie, le Gouvernement rwandais a déjà lancé des concours de nombreux partenaires parmi lesquels une plus grande contribution revient certainement à nos amis européens agissant soit de leur propre initiative ou à travers leur communauté. Il est certain que la mise en oeuvre de ces programmes prioritaires a atteint des résultats dont le principal était d'amorcer un processus susceptible de multiplier les échanges entre les producteurs à travers le soutien apporté à l'OPROVIA pour l'aider à augmenter le nombre de ses comptoirs d'achats et de ventes, ainsi que son charroi et ses infrastructures de stockage d'une part, et de soutenir les programmes de production par la fourniture d'intrants sans oublier la construction de nouvelles voies ou le renforcement de celles qui existent



dans le pays d'autre part. Il serait toutefois hors de propos, dans le cadre de ce séminaire, de procéder à une évaluation minutieuse de toutes ces actions. On peut se contenter de dire que le processus d'amener notre économie rurale de l'état d'auto-subsistance à une économie de marché, étant déjà entamé, beaucoup de choses restent encore à faire pour soutenir cette mutation souhaitée.

Etant donné que cette évolution souhaitée concerne l'ensemble de la population eu égard à ses implications multi-formes touchant divers secteurs de l'activité économique, tous les planificateurs ont été invités par le comité central du MRND à travers les grandes orientations du IVe Plan adoptées le 26 novembre 1986, à considérer la stratégie de l'autosuffisance alimentaire comme la base de notre prochain plan. Cette décision judicieuse est l'aboutissement logique d'une volonté politique sans cesse exprimée et traduite dans les faits par notre Président qui, lors de son discours du 31 décembre 1985, nous l'a rappelé en ces termes : "Notre prochain plan sera donc axé prioritairement sur une stratégie d'autosuffisance alimentaire prise dans son sens le plus large s'appuyant elle-même sur des stratégies sous-jacentes". Depuis lors, le Ministère du Plan s'est mobilisé pour expliciter ce noble souci du Chef de l'Etat à travers les grandes orientations du IVe Plan et le document de sensibilisation à partir duquel, comme chacun se le rappelle, s'est organisée très rapidement une vaste consultation populaire. Sans devoir reprendre toute l'argumentation contenue dans ces deux documents qui ont connu une très grande diffusion à l'époque de leur publication, on se contentera, dans le cadre de ce séminaire, de résumer brièvement les interrelations qui peuvent exister entre elle et les autres grands secteurs de l'économie nationale.

### 1.3.2

Les relations de la stratégie de l'autosuffisance alimentaire avec les autres secteurs de l'économie

- S'agissant des secteurs de production, cette relation semble assez facile à établir dans la mesure où tout le monde admet actuellement qu'aucune intensification de l'agriculture ne pourra se réaliser sans apport d'intrants d'une part, ce qui suppose l'existence en amont d'une industrie dynamique pour la fourniture de ces facteurs de production. D'autre part, on admet aussi que l'existence en aval d'un tissu industriel peut constituer un puissant stimulant pour le développement de la production par la valeur ajoutée à la transformation. Il faudra donc une concertation et même une étroite collaboration entre les techniciens impliqués dans l'élaboration de ces deux stratégies concernant les secteurs agricole et industriel dont le développement semble interdépendant. Cela demandera manifestement aux concepteurs des stratégies agricoles de centrer leur attention, plus qu'ils ne l'ont fait dans le passé, peut-être, sur la diversité des exploitations qu'on rencontre dans le milieu rural compte tenu de leurs taille et des facteurs socio-climatiques afin de dégager un message de vulgarisation adapté à chaque catégorie. Ce qui, à coup sûr donnerait de meilleurs résultats et une information précieuse à ceux qui s'occupent de la stratégie des agro-industries. En effet, ceux là, à partir de cette indication et d'autres concernant la disponibilité et la localisation de diverses productions agricoles, pourront définir la taille de l'unité industrielle qui convient le mieux, identifier le type de technologie qui s'y prête le plus, en bref tout ce qui leur manque sans doute pour finaliser leurs réflexions.

Concernant les relations entre les secteurs d'appui et la stratégie de base choisie, on pense que là aussi aucune difficulté ne devrait se poser pour comprendre que sans disposer d'un réseau routier praticable en toutes saisons, sans moyens de communication appropriés (véhicules, bateaux, radio et télégraphie) la politique d'échange interrégional sur laquelle la

stratégie de base compte pour amener progressivement les producteurs vers une économie de marché, serait gravement compromise. La méconnaissance des coûts de production des produits vivriers pourra être compensée par une exploitation judicieuse des résultats de la consultation populaire à ce sujet, ainsi que les diverses concertations menées par le Ministère des Finances et de l'Economie avec divers opérateurs économiques pour fixer une fourchette dans laquelle peut varier les prix aux producteurs. Ainsi la finalisation de la stratégie du secteur commercial et spécialement la partie qui concerne la commercialisation des produits vivriers pourrait, une fois accouplée à celles qui traitent des secteurs primaire et secondaire, fournir un éclairage suffisant à ceux qui s'occupent des infrastructures économiques notamment dans la programmation de leurs actions sur le terrain compte tenu des besoins exprimés par les secteurs de production et celui du commerce.

Pour ce qui est de la relation existant entre la stratégie de base choisie et les secteurs de valorisation des ressources humaines (éducation, formation, emploi) elle peut s'appréhender assez facilement dans la mesure où à l'on ne perd pas de vue la problématique rwandaise formulée au début de cet exposé. Dans tout exercice de planification, il est souvent question de confronter ses atouts avec ses contraintes pour définir une ligne de conduite à suivre ou une stratégie possible compte tenu des moyens mobilisables. Nous avons déjà dit que le choix de la stratégie alimentaire comme base de notre IVe Plan découle d'un constat réaliste qui nous montre que, d'une part l'autosuffisance alimentaire restera pour longtemps encore une des préoccupations essentielles de notre population, mais aussi d'autre part, parce qu'il faut avouer, compte tenu de la pauvreté de notre sous-sol, que les seules richesses connues et dont la valorisation peut assurer notre développement économique sont celles du sol. Il est cependant tout aussi évident que les contraintes liées à l'exiguïté de notre territoire national nous imposent, pour engorger le secteur agricole qui ne pourra plus accueillir comme naguère la plupart des jeunes ruraux, d'imaginer d'une part les stratégies à mettre en place pour nous assurer le contrôle d'une démographie galopante tout en assurant aux travailleurs du monde rural les soins de santé primaire et en même temps une politique d'emploi mieux ajustée c'est à dire tenant compte des nouvelles données du problème qui découlent de ces transformations prévisibles de notre société. Ainsi, on pense que la stratégie de l'emploi mieux ajustée en fonction de notre développement pourrait mieux éclairer ceux qui préparent les stratégies de l'éducation formation afin d'adapter leurs systèmes aux besoins d'une économie en cours de mutation.

### III. LES OBJECTIFS DE LA STRATEGIE DE L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE

"L'autosuffisance alimentaire recherchée au cours du IVe Plan est telle que le précise le Chef d'Etat dans son discours au XIe Sommet des Chefs d'Etats de France et d'Afrique, un ensemble de politiques, de mesures, de priorités, d'orientations nous permettant :

1

11. de nous assurer, à tout moment, que notre économie est en mesure de garantir, pour une période aussi longue que possible (6 mois à un an, par exemple) un approvisionnement, par ses propres forces et moyens, suffisant en quantité et en qualité, en aliments de base correspondant aux modes de consommation de la grande majorité de notre population, et,

2

12. de nous garantir que notre économie aura une capacité de production alimentaire sans cesse croissante, de sorte qu'elle pourra faire face, aux mêmes conditions (que citées sous 1) à l'accroissement substantiel attendu de nos populations." (Grandes Orientations, p.3).

Le paragraphe des Grandes Orientations du IVe Plan cité, à plus haut nous précise clairement l'objectif politique majeur assigné, à au IVe Plan. Il s'agit ni plus ni moins que de rechercher tous les voies et moyens permettant une intégration progressive de tous les secteurs de l'économie nationale afin que celle-ci puisse faire face dans l'avenir à notre problématique, c'est à dire l'adéquation de la production aux besoins d'une population en constante progression.

Assurer une ration alimentaire améliorée à une population de plus en plus nombreuse, procurer des produits à l'exportation pour maintenir la capacité d'échange avec le reste du monde, fournir le bois de cuisson, de construction et de menuiserie ainsi que l'aménagement des pâturages et l'amélioration des troupeaux; tels étaient les principaux objectifs assignés au secteur agricole dans les plans passés. Tout en poursuivant ces objectifs comme dans le passé, le Département ministériel qui supervise cette importante activité, devra mettre un soin particulier à l'élaboration d'un message vulgarisable le plus adapté, à aux diverses catégories d'exploitations agricoles. Pour ce faire, notre système de recherche aura sans doute besoin d'une certaine restructuration aux fins de mettre à la disposition de tous ceux qui en auront besoin et en quantité, à suffisante les différents résultats probants et recettes disponibles.

Pour réduire la déficience de plus en plus croissant que nous enregistrons dans nos échanges avec l'étranger, le développement de certaines cultures ou spéculations devrait être privilégié, soit que cela pourra contribuer à diminuer nos sorties de devises, c'est le cas des produits substituables à certaines importations, soit aussi que cela peut concourir à l'augmentation de nos réserves en devises par l'accroissement des volumes des produits habituellement exportés, ou l'élargissement de leur gamme.

Les produits de substitution principalement visés ici sont le riz, le sucre, le blé, le lait et certaines huiles végétales. Pour le riz, on devra prospecter systématiquement toutes les vallées susceptibles d'être transformées en rizières rentables. Pour le sucre, l'objectif sera soit de mettre en place un nouveau complexe sucrier ou après l'évaluation des possibilités d'isoler une superficie suffisante dans le marais de la Nyabarongo pour la plantation des cannes, d'augmenter les capacités de production de l'usine de Kabuye avec l'éventualité d'en créer une autre à Kigali. Le blé constituera un programme national dans les régions de haute altitude. La production du lait étant un objectif majeur de l'Etat en élevage bovin, le Ministère concerné devra montrer par quelles voies et moyens cet objectif peut être atteint avec le concours de l'Etat lui-même et des éleveurs progressistes. S'agissant de la substitution de certaines huiles végétales, il sera question d'augmenter la capacité de traitement de quelques unités existantes en mettant à leur disposition une quantité suffisante de matière première. Cela devrait être possible par exemple pour la mairerie de Mukamira puisque un projet d'amélioration de la culture, patronnée par l'ISAR, est à pied d'oeuvre depuis déjà 3 ans. De même la disponibilité de la matière première à traiter pourrait augmenter la capacité de production de la petite usine qui traite le soja à Nyabisindu ou multiplier de telles unités partout dans le pays où on estime que la production serait suffisante.

Parmi les produits d'exportation visés, il y en a d'abord ceux qui jusqu'à présent nous assurent des recettes en devises dont le café, le thé, le quinquina, les fruits tropicaux, les légumes frais et les plantes ornementales. L'objectif visé, étant pour tous ces produits l'augmentation de la quantité, et en même temps l'amélioration de la qualité; des études et réflexions en cours au sein du Ministère et offices concernés, montreront les voies et moyens d'y arriver. Quant aux produits nouveaux

pouvant être exportés (pomme de terre, viande fraîche, miel, jus de fruit, produits laitiers, riz blanc et plantes médicinales) une large concertation faisant suite au séminaire sur la stratégie des exportations qui s'est tenue au centre Iwacu (novembre 1986) permettrait de fixer les objectifs à atteindre en termes de quantités à réserver pour la consommation nationale ainsi que celles qui devront faire l'objet d'échange avec nos voisins de la sous-région ou avec le reste du monde, de façon que le Ministère de l'Agriculture puisse prendre à temps toutes les dispositions techniques nécessaires pour atteindre ces objectifs.

Les perspectives de développement de notre pays montrent qu'avec la saturation du secteur primaire, l'un des problèmes cruciaux du Rwanda de demain sera de créer des emplois pour des jeunes qui arriveront de plus en plus nombreux sur le marché du travail. C'est pourquoi cette intégration économique tant recherchée devra prendre en considération cette donnée essentielle qu'implique l'évolution inévitable du pays. L'option pour un modèle d'industrialisation basée sur une technologie moins capitaliste et plus créatrice d'emplois s'impose, semble-t-il, compte tenu de la spécificité des problèmes qu'il faut résoudre et des moyens dont on peut disposer. C'est pourquoi d'ores et déjà l'administration concernée devra déterminer après un inventaire assez exhaustif, les activités qu'il faudra prioritairement réserver à l'artisanat et au secteur informel en général. De même le secteur industriel classique et informel peuvent fournir un nombre appréciable d'emplois dans certains domaines concernant la substitution aux importations.

Le Chef de l'Etat, lors de son Discours du 31 janvier 1987 à l'occasion de la deuxième rencontre avec les agents de l'Etat, en a cité quelques uns: les chaussures, la confection textile, les industries du bois et du papier, la plupart des industries alimentaires, une bonne partie des industries chimiques, les industries du travail des métaux, les équipements sanitaires, la poterie, certains articles comme la bougie à partir de la cire locale et la liste peut être allongée. Dans la mise en pratique de cette politique, les services concernés devront cependant éviter un dérapage dangereux vers l'admission de toutes sortes d'industries de substitution utilisant des matières premières importées sous le simple prétexte qu'elles créent des emplois. Car ce phénomène à la longue risquerait de nous conduire dans un cercle vicieux où pour assurer la croissance économique,

certains pays du Tiers Monde sont obligés de contracter des prêts sur le marché financier international à des taux exorbitants, aggravant ainsi leur endettement et sans possibilité réelles de remboursement compte tenu de tous les aspects qui entourent l'ordre économique mondial actuel. Il s'agit plutôt de choisir avec discernement des industries valorisant une matière première locale disponible en quantité suffisante et utilisant une technologie facilement maîtrisable pour minimiser tous les effets pervers pouvant découler de la marche ci-haut ébauchée et ce, d'autant plus qu'on ne peut se targuer de disposer des mêmes avantages comparatifs que certains autres pays africains ou du Tiers Monde.

L'autre objectif poursuivi à travers l'intégration de nos secteurs économiques compte tenu de notre problématique, est la recherche de l'équité dans la répartition des fruits de croissance. Certains observateurs estiment en effet que le niveau de vie du citadin serait de loin supérieur à celui de son compatriote rural dans la majorité des pays du Tiers Monde. Ce phénomène pouvant s'expliquer, selon ces observateurs, par l'échange inégal qui prévaut toujours dans les transactions entre populations urbanisées et populations rurales. Les produits ruraux seraient mal payés alors que les articles de la ville coûtent cher aux paysans. Ce qui permet aux uns de prospérer au détriment des autres. d'ailleurs certains théoriciens avancent que le remède miracle pour changer cet état de choses consisterait uniquement à relever le prix au producteur des denrées agricoles. Ce qui incitera les paysans ainsi motivés à produire plus pour satisfaire leurs besoins propres et dégager une quantité

appréciable pouvant servir à une agro-industrie du coin. Et ainsi la boucle serait bouclée et vive le développement qui profite à tout le monde; paysans à travers les bons prix qu'ils réalisaient et la population urbaine à travers les emplois procurés par le traitement et la commercialisation de cette production rurale. Cette vision est sans aucun doute correcte et réalisable dans des pays depuis assez longtemps développés; c'est à dire où le processus d'accumulation capitaliste n'est plus à son début, et où les secteurs secondaires et tertiaires ont atteint un niveau de productivité et d'efficacité, permettant de relayer le secteur primaire quant à l'occupation de la majorité de la population active, et de le prendre souvent en charge à coup de subventions. On tentera de relever dans le chapitre suivant, où l'on va aborder les mesures de politique économique dont on peut se servir comme instruments de guidage, les difficultés auxquelles le Gouvernement Rwandais s'est heurtés depuis 1986, dans sa tentative de mettre en application les prix officiels. Ici, on se contentera de dire que, malgré les constatations susdites faites par des observateurs perspicaces et qui sont sans doute valables ailleurs, le Gouvernement Rwandais s'est toujours efforcé de mettre en pratique une politique de développement équilibré à travers l'exécution des projets agricoles, industriels ou d'infrastructure économiques et sociales touchant pratiquement toutes les régions du pays, ce qui permet de dire que le niveau de vie d'un travailleur moyen habitant Kigali ou Gisenyi par exemple n'est pas sensiblement différent de celui d'un paysan rwandais moyen. Cette politique sera poursuivie et améliorée au cours du IV<sup>e</sup> Plan à travers l'intégration économique dans l'optique décrite plus haut qui permet au système de s'auto-entretenir et de trouver des solutions acceptables au problème grave de l'emploi. Cet objectif de répartition équitable des fruits de la croissance sera poursuivi à travers notre politique de décentralisation des activités économiques qui devra privilégier la multiplication des emplois dans des nouveaux petits pôles de développement qui seront progressivement créés dans chaque commune.

### Ã \* ÃIII. LES MESURES DE POLITIQUE ECONOMIQUE

Les mesures dont il sera question dans ce chapitre sont à considérer comme des instruments permettant au Gouvernement de guider l'ensemble du processus vers la réalisation des objectifs énumérés dans le chapitre précédent.

#### 3.1 "Politique des prix et commercialisation des produits vivriers"

Faire respecter des prix fixes pour toute l'étendue du territoire national, sans une analyse préalable des forces qui jouent sur les marchés, sans avoir mené une enquête ou plus exactement une étude permettant d'estimer les coûts de production des produits agricoles, est une entreprise qui relève de l'utopie. Les services de l'Administration concernés ont eu l'occasion de s'en rendre compte depuis 2 ans.

Il semble toutefois qu'un consensus largement partagé, se dégage de très longues et nombreuses discussions, entre les agents du Gouvernement (Administration centrale et autorités locales), et les principaux opérateurs économiques spécialement concernés par la question. Consensus permettant de proposer au Gouvernement d'adopter une politique beaucoup plus souple que celle formulée en janvier 1986 laquelle du reste, n'avait donné aucun résultat. Ainsi, pour que cette politique des prix rémunérateurs puisse continuer à stimuler la productivité du secteur primaire sans toutefois constituer un grave handicap pour notre agro-industrialisation naissante, il a été recommandé que les prix seront fixés en fonction des saisons culturales et des régions. Cela veut dire que le prix minimal de référence au producteur d'une denrée pour tout le pays, sera fixé pour la saison A ou B, en tenant compte du prix réel pratiqué sur le marché principal de la région productrice de cette

denrée au cours de la même saison. Pour que cette politique puisse donner les résultats escomptés, il faudra que chaque intervenant assume ses responsabilités. ¶

Ainsi, les producteurs eux-mêmes devront mieux s'organiser pour faire face aux problèmes liés à leur métier. En effet, c'est à travers des associations plus dynamiques qu'ils peuvent obtenir des crédits bancaires, en faisant jouer la solidarité de groupe, leur permettant d'acquiescer des intrants, de se construire des infrastructures de stockage et de conditionnement afin d'éviter d'écouler d'un seul coup leurs produits, ce qui risque toujours de casser les prix. C'est à travers ces groupements aussi qu'ils peuvent acquiescer une combativité, leur permettant de faire face aux manœuvres de certains commerçants en organisant par exemple leur propre police que serait chargée de dénoncer des commerçants malhonnêtes auprès de l'autorité compétente.

Les commerçants quant à eux sont tenus d'abord de disposer de tous les documents officiels les autorisant d'exercer leur métier dans le domaine précis des produits vivriers. Ils doivent opérer à un endroit connu, ce qui suppose qu'ils devraient disposer d'un hangar de stockage. De toute façon, ils devraient s'interdire de conclure une transaction dans le champ du paysan ou la maison de ce dernier. Les commerçants sont tenus d'afficher les prix des produits qu'ils achètent ou vendent de façon visible et à un endroit où l'on peut les apercevoir facilement. Enfin, ils doivent utiliser des balances non truquées et facilement déchiffrables par les paysans.

L'administration quant à elle devra aussi s'organiser tant au niveau central que local pour assurer une meilleure application des prix fixés selon les critères rappelés ci-haut et les modifier au moment opportun. Pour ce faire, la presse écrite et écrite devra régulièrement fournir des informations détaillées sur l'état de la production et des prix pratiqués sur certains marchés dans toutes les régions du pays. L'administration devra augmenter le nombre de marchés dans les régions les plus productrices et sanctionner les individus qui se livrent à la commercialisation des produits vivriers sans autorisation officielle.

### 3.2 "La protection du secteur agricole

• Dans l'état actuel des choses, il est très difficile de préciser les mesures concrètes que l'Administration devrait prendre pour protéger nos produits de la concurrence étrangère (proche ou éloignée). En effet, on ne dispose pas de données plus ou moins fiables concernant les coûts de production des produits vivriers dans les pays limitrophes, de façon qu'on puisse savoir à quel moment on peut laisser entrer tel produit compte tenu de notre capacité interne de production. Cette capacité interne peut être affectée par des accidents climatiques ou d'une autre nature dont nous ne sommes pas capables de prévoir l'arrivée et encore moins mesurer les conséquences en termes de quantités de récoltes qui seraient perdues. Tout cela fait que le Rwanda est obligé de faire preuve d'une certaine prudence afin que soit intégration dans le cadre régional dont il fait partie se fasse au moindre coût et surtout au mieux de ses intérêts.

Compte tenu de cette situation, on se limitera dans ce paragraphe, à préciser les produits qui devraient faire l'objet d'une protection et à suggérer l'attitude au'il faudrait prendre vis à vis des aides alimentaires.

Etant donné que les accords signés dans le cadre des organisations régionales autorisent une libre circulation des produits du crû en quantité limitée il est vrai, et que par ailleurs il serait difficile de surveiller toutes les frontières à cause de leur perméabilité, on pense qu'il faudrait limiter cette protection à un certain nombre de produits tels que : le blé, le riz, le sucre, l'huile et les produits laitiers. Ce choix ne relève pas du simple hasard mais plutôt du fait que ce sont des

produits qui peuvent se substituer à certaines importations, nous évitant par là de dépenser des devises d'une part, et d'autre part ce sont des produits vivriers qui peuvent créer de nombreux emplois à travers tout leur processus de production. Ce qui ne ferait que hâter l'intégration économique souhaitée à travers la valorisation d'une matière première locale et disponible. Il serait superflu de décrire ici les mécanismes à utiliser pour assurer cette protection puisqu'ils sont parfaitement connus des institutions nationales concernées (MINIFINECO et BNR).

S'agissant des aides alimentaires qui portent sur les produits de substitution dont il a été question plus haut, on pense que l'attitude du Gouvernement devrait aussi rester prudente dans la mesure où l'autosuffisance en ces produits sera atteint progressivement.

Toutefois, pour éviter de péjorer cette situation et puisque les techniciens nous assurent que le pays est capable de s'autosuffire en ces produits moyennant un programme d'investissement conséquent, le Gouvernement devrait prendre ses responsabilités et privilégier le développement de ces spéculations dans la mise en valeur de nos marais et vallées en friche. Et ce, d'autant plus qu'une consultation populaire conduite récemment semble l'y autoriser. En effet, il est acquis, en ce qui concerne l'aménagement et la mise en valeur de ces surfaces, que l'Etat peut aménager et mettre en valeur les grandes étendues tandis que cette initiative sera laissée aux communes et à leurs habitants pour les superficies de moindre dimension.

En attendant que l'autosuffisance en ces produits soit assurée par des actions concrètes, le Gouvernement devra cependant continuer à décourager la consommation de ces aides par certaines communautés (écoles, prisons, certains hôpitaux et centre nutritionnels). De même il continuera à s'opposer au paiement des ouvriers, dans certains projets, en nature sous forme de ces produits, mais à demander plutôt que les salaires leur soient versés en argent liquide provenant de la vente de ces produits au cas où les donateurs accepteraient cette proposition. Le Gouvernement pourrait également suggérer à certains pays amis et organismes qui soutiennent notre stratégie de l'autosuffisance alimentaire de transformer progressivement ces aides alimentaires en intrants agricoles. Certains d'entre eux se sont déjà engagés dans cette voie en nous fournissant une bonne quantité d'engrais par exemple.

Ü Ü

Ã \* Ã4. MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'INFORMATION POUR LE SUIVI  
Ã \* Ã ET L'EVALUATION DE LA MISE EN OEUVRE DE LA STRATEGIE  
Ã \* Ã D'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE.

A la fin de cet exposé, à la nécessité, à apparaître, avant de conclure, de consacrer un petit moment pour faire l'inventaire des données de base minimales dont on a besoin pour faire correctement notre travail de planification et de mener des réflexions sur les structures impliquées dans la production de ces données et probablement aussi dans leur utilisation en vue d'examiner enfin de compte les possibilités d'assurer un coordination plus efficiente à travers un processus d'examen périodique des résultats.

#### 4.1 "Données de base minimale."

Puisque cette question sera largement traitée dans les exposés qui vont suivre, on se contentera de rappeler brièvement certains indicateurs considérés comme clés dans le secteur agricole ainsi que d'autres informations qui pourraient aider à mieux planifier l'activité de ce secteur.

Les indicateurs clés du secteur agricole sont principalement centrés autour de deux thèmes : occupation du sol et production. En ce qui concerne l'occupation du sol, l'information devrait porter d'une manière générale sur la superficie agricole disponible, la superficie agricole occupée, le nombre d'exploitations agricoles familiales, la superficie moyenne par exploitation, la superficie moyenne occupée par les cultures ainsi que la superficie moyenne des jachères. Pour ce qui est des cultures vivrières, l'information devrait porter par culture sur la superficie récoltée, le rendement, la production en volumes, la partie commercialisée et l'évolution des prix. Pour les productions végétales d'exportation (café, thé, quinquina et pyréthre), l'information porte sur les superficies totales en production, le nombre de planteurs (café et pyréthre), les rendements, les productions (matière verte et matière prête à être exportée), les prix du produit fini et l'évolution des prix à l'exportation. Pour la foresterie, les indicateurs clés peuvent être : la superficie des boisements par catégorie, la production forestière ainsi que l'évolution des forêts (Ha). S'agissant enfin de l'élevage, de la pisciculture et de l'apiculture, l'information doit normalement porter sur le nombre de têtes (bovins, ovins, caprins, porcins, lapins et animaux de la basse cour), sur le nombre de pêcheurs, d'apiculteurs et de ruches traditionnelles et modernes, sur les productions (lait, viande, oeufs, peaux, poissons et miel), sur le nombre et les superficies des étangs piscicoles ainsi que l'évolution des prix des produits.

Les autres informations dont les planificateurs auront besoin seront obtenues à travers les résultats de diverses enquêtes et études sur les revenus du monde rural, les coûts de production des produits vivriers, le seuil minimal de rentabilité d'une exploitation agricole par région agroclimatique, etc...

#### 4.2 "Les structures impliquées dans la production et l'utilisation de ces données de base."

Dans ce paragraphe, on rappellera d'abord le rôle clé de certains ministères dans la production et l'utilisation de ces données, on évoquera ensuite le complément d'information attendue d'autres départements et organismes publics pour, en fin de compte, vous proposer des modalités pratiques permettant de nous assurer du suivi et de l'évaluation de notre stratégie de l'auto-suffisance alimentaire.

Concernant la production de ces données de base, le rôle clé, il va sans dire, est dévolu par le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et



des Forá^ats, lequel par le concours de ses deux services importants la DCE et la SESA peut disponibiliser á...á tout moment cette information. En effet on sait d'une part, que la Direction du Contrá"ále et de l'Evaluation, avec la collabora^tion de toutes les Directions Gá,áná,árales, et en s'aidant des rap^ports des services prá,áfectoraux, rend rá,águliáŠárement compte, á...á travers un document dá,ánommá,á rapport annuel du MINAGRI, des acti^vitá,ás de ce MinistáŠáre.

Le dernier en date porte sur l'anná,áe 1986. Le SESA de son cotá,á fournit rá,águliáŠárement des donná,áes de statistiques agricoles á...á partir des enquá^átes mená,áes sur le terrain, Un rá"ále non ná,ágligeable aussi dans la production de certaines donná,áes est dá,átenu par le MinistáŠáre du Plan, lequel á...á travers sa Direction Gá,áná,árale des Statistiques est habilitá,á á...á mener toutes sortes d'investigations dans le milieu, dont les plus importantes et qui nous intá,áresse spá,ácialement dans le cadre de ce sá,áminaire, ont portá,á sur la dá,ámographie, le budget et la consommation des má,ána^ges ainsi que les enquá^átes habituelles qui concernent l'á,ávolu^tion des prix de diverses denrá,áes sur les marchá,ás rwandais. A part ces deux ministáŠáres dont la responsabilitá,á vient d'á^átre briáŠávement mise en á,ávidence, d'autres informations complá,ámen^taires permettant d'affiner les rá,ásultats peuvent á^átre attendues des autres sources. Il s'agit du MINIFINECO, qui avec la colla^boration de l'OPROVIA et de la Chambre de Commerce et d'Indus^trie, peut rá,águliáŠárement rendre compte de la situation de l'offre et de la demande qui prá,ávaut sur les marchá,ás intá,árieurs et extá,árieurs. Ce má^áme ministáŠáre devra montrer les coá-áts de pro^duction des principaux produits vivriers á...á travers l'á,áttude qu'il a commandá,áe á...á l'UNR. Il s'agit aussi du MINISAPASO, lequel á...á travers son service "nutrition" peut contribuer á...á dá,áfinir, grá,áce aux rá,ásultats atteints par les centres nutritionnels qu'il gáŠáre, des normes alimentaires á...á fixer par individu et par jour en termes de calories, de protides et de lipides.

Ūf ŪŒ

S'agissant de l'utilisation de ces donná,áes, il y a lieu de constater que ce sont les má^ámes dá,ápartements qui se rá,áváŠálent á^átre les plus grands consommateurs de l'information produite par eux@má^ámes pour faire le travail qui est le leur. En effet, on sait que du cá"átá,á MINAGRI, la Direction Etude et Planification avec le concours de toutes les directions gá,áná,árales et sans doute en prenat en considá,áration l'information du SESA et de la DCE, finira par confectionner "les stratá,ágies sectorielles de MINAGRI. D'autre part, au niveau du MINIPLAN, la syntháŠáse et l'harmoni^sation de toutes les stratá,ágies sectorielles par la Direction Gá,áná,árale de la Planification aboutira au Plan quinquá,ánal ou stratá,ágie du possible applicable dans une pá,áriode limitá,áe á...á 5 ans, compte tenu des moyens qui seront disponibles.

#### 4.3Ī

Ī"Possibilitá,ás de coordinationĪ JP

•Le propos qui sera tenu dans ce paragraphe tiendra compte des organes devant assurer une certaine coordination entre les diffá,áérentes activitá,ás des ministáŠáres (CIC) pour ce qui concerne la finalisation des stratá,ágies sectorielles d'une part, et du rá"ále du MINIPLAN dans le suivi et l'á,áévaluation du Plan quinquennal de dá,áveloppement á,áconomique, social et culturel d'autre part.

Pendant toute la pá,áriode qui prá,ácaŠáde l'acceptation officiel^ale du IVe Plan par les instances politiques compá,átentes, on pense que toutes les discussions devraient se dá,árouler dans le cadre officiellement instituá,á que sont les CIC. Pour que la finalisa^tion des stratá,ágies sectorielles aboutissent á...á un produit faci^alement synthá,áatisable, le MINIPLAN mettra á...á la disposition de tous les CIC un guide pratique qui les orientera.

Une fois le IVe Plan sorti, on pense toutefois qu'une sorte d'á,átat^major devrait á^átre institutionnalisá,á pour permettre á...á l'Exá,ácutif de suivre et

d'á,ávaluer rá,águliáŠárement le niveau de rá,áa<sup>a</sup>lisation de cette politique d'autosuffisance alimentaire. Compte tenu de l'aspect multifactoriel que ladite politique comporte, on croit que le leadership du MINIPLAN au sein de cet á,átat@major n'est pas á...á dá,ámontrer eu á,ágard á...á son rá"ále de coordonnateur de notre politique de dá,áveloppement qui lui est officilement reconnu. Cet á,átat@major comprendrait donc le MINIPLAN, le MINAGRI, ainsi que le MINIFINECO, auxquels on pourrait adjoindre le bureau nutrition du MINISAPASO et l'OPROVIA. Il s'agit d'une proposition que vous pouvez naturellement amender et complá,áter.

Ä

K:ÄJe vous remercie.

## SEMINAIRE SUR LA PRODUCTION ET L'UTILISATION DES STATISTIQUES DANS LES STRATEGIES ALIMENTAIRES

Les Grandes Orientations du IVe Plan de Développement Economique, Social et Culturel du Rwanda ont comme base la stratégie alimentaire dont l'objectif principal est l'autosuffisance alimentaire. Cet objectif devra se réaliser par le concours des politiques multisectorielles.

Pour ce qui concerne le secteur agricole, les composantes de cette stratégie alimentaire entrent dans les domaines suivants:

- ┆ la définition des besoins alimentaires de la population à l'horizon 2000; [ ]
  - ┆ l'inventaire des ressources et des potentialités de production agricole; [ ]
- ┆ l'identification des contraintes (physiques, démographiques, financières, nutritionnelles, psychologiques et de production); [ ]
- ┆ l'examen des moyens et des techniques permettant l'accroissement de la production agricole et la valorisation des productions vivrières, animales et forestières; [ ]
- ┆ la programmation des actions susceptibles de lever les contraintes et de mobiliser les ressources disponibles en utilisant les moyens et les technologies appropriées pour relever le niveau et la qualité des productions agricoles. [ ]

Etant donné la rareté des terres arables et leur pulvérisation due à une démographie galopante (taux d'accroissement démographique global à 3.7%), la voie proposée par le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Forêts est l'intensification agricole, dont les techniques visent l'accroissement de la production végétale par unité de surface arable; permettant de nourrir d'une part les humains et d'autre part ouvrant une voie vers l'intensification de l'élevage du petit et gros bétail (stabilisation, insémination artificielle, production du lait, de la viande, des oeufs et du miel). Ceci permettra à long terme d'assurer l'auto-alimentation de la population en denrées de première nécessité tout en augmentant de façon équilibrée les cultures d'exportation (essentiellement des cultures industrielles), sources de devises nécessaires à l'approvisionnement du pays en biens d'équipement et de consommation ainsi qu'en intrants agricoles.

Comme le processus d'autosuffisance alimentaire ne signifie pas, dans notre compréhension, une autarcie, le développement des échanges régionaux et internationaux sera envisagé pour des produits agricoles dans lesquels le pays ne se suffira pas.

Pour mener à bien les programmes d'actions envisagés dans la stratégie d'autosuffisance alimentaire, la condition sine qua non est l'efficacité des structures d'intervention à travers lesquelles ces programmes sont conçus, exécutés, suivis et évalués, à savoir :

- ┆ la planification sectorielle;
- ┆ la recherche agricole;
- ┆ la formation agricole;
- ┆ la vulgarisation agricole et les services techniques d'appui;
- ┆ les projets du secteur agricole.

### 1. La Planification agricole

Les responsables de la planification sectorielle doivent tenir en compte les priorités exprimées par les producteurs dans le cadre tracé par l'Autorité du Plan. Ces priorités doivent être hiérarchisées et réalistes au niveau de l'exécution (déblais, ressources physiques, humaines et financières).

## 2. La Recherche agricole

La recherche agricole devra oeuvrer dans l'intérieur d'un plan directeur de la recherche agricole à cet effet. Les priorités actuelles sont :

┆ les techniques d'utilisation rationnelle du sol et de l'eau (équilibres écologiques et amélioration des productions agricoles); [J]

┆ les techniques d'accroissement de la productivité (intrants agricoles adaptés aux régions agro-pédo-climatiques du pays); [J]

┆ les techniques d'accroissement de la productivité animale (quantité et qualité, alimentation, santé et hygiène, gestion et conduite des troupeaux); [J]

┆ les technologies appropriées de transformation et de conservation des produits agricoles; [J]

┆ le tissage des liens entre la recherche et la vulgarisa-

tion pour le transfert des résultats de la recherche aux destinataires - paysans/éleveurs. [J]

## 3. La Formation agricole

La Formation agricole, étant dispensée par d'autres départements, le MINAGRI participera dans la définition des priorités d'orientation des formations (zootéchnie, médecine vétérinaire, agro-économie, technologie alimentaire, génie rural et foresterie).

Pour ce qui concerne la formation informelle (recyclage et stages), elle sera intensifiée ainsi que la formation spécialisée.

■<sup>b</sup>

■

#### 4. La vulgarisation agricole

La vulgarisation agricole s'appuyera désormais sur les services permanents de terrain pour supprimer la dualisme que existait jusqu'aujourd'hui entre les services de vulgarisation et les projets agricoles. Leurs interventions jusqu'alors parallèles étaient une source de gaspillage des ressources humaines, financières, matérielles et entretenaient des situations désmotivantes et de frustrations pour les services permanents. Ainsi, des structures nouvelles de vulgarisation seront progressivement mises en place; à savoir, l'Unité de Coordination au niveau préfectoral, l'Unité Opérationnelle au niveau régional (s/préfecture) et l'Unité Communale au niveau communal.

Ces unités seront chargées de la planification sectorielle chacune à son niveau : plan directeur au niveau préfectoral, plan régional au niveau sous-préfecture et mini-plan communal au niveau des communes. Dans l'ensemble, une organisation articulée et fonctionnelle des Services Agricoles a été définie et sera mise en place à tous les niveaux (central, préfectoral, sous-préfectoral et communal).

#### 5. Les Services techniques d'appui

Les Services techniques d'appui à la production seront développés grâce à la promotion agricole visant la recherche, la formation, l'approvisionnement en intrants, le stockage, la commercialisation, la transformation des produits, le crédit agricole, seuls garants d'un succès durable des efforts déployés dans la production agricole par les opérateurs économiques.

Pour atteindre les objectifs assignés à chaque échelon des structures ci-haut citées, il est indispensable de disposer d'un système d'information permettant la collecte, le traitement et l'analyse des données. Ce système d'information est nécessaire à la définition et au suivi des politiques sectorielles. Pour le secteur agricole, il est nécessaire de disposer des informations sur les étapes du processus de production et de consommation, mais aussi sur les contraintes et comportements qui influent sur ce processus.

Ainsi, il est indispensable de disposer de quelques inventaires de base sur des données fondamentales relativement stables (couvertures statistiques de base), notamment : les recensements de population, l'inventaire d'occupation des sols, les cartes d'utilisation et de la fertilité des sols, les données sur les phénomènes physiques, etc.

D'autres processus peuvent être connus par des opérations statistiques : enquêtes structurelles, sondages, exploitation des documents administratifs ... Pour ce qui est des enquêtes, nous signalerons :  
a) les enquêtes agricoles qui fournissent à la fois des données de structure sur les exploitations agricoles et des données sur la production (superficies et rendements).

b) les enquêtes budget-consommation, qui permettent de mesurer la consommation des ménages et, dans une certaine mesure, d'analyser leurs comportements alimentaires. Leur lourdeur et leur coût interdit qu'elles soient répétées à intervalles rapprochés;

c) les enquêtes sur l'état nutritionnel de la population;

d) les Enquêtes aux étapes intermédiaires de la consommation (stockage, transport, commercialisation, transformation, importations, exportations, etc...); [J]

e) les Enquêtes conjoncturelles qui s'intéressent à mesurer l'évolution des grandeurs de production et de consommation, etc... telles que les prix à la production, à différentes étapes de la consommation, etc... [J]

f) les Enquêtes qualitatives qui éclairent sur la mode de production, de commercialisation, consommation, d'organisation, de fonctionnement et qui complètent les données chiffrées de l'information statistique. [J]

Au vu de toutes ces enquêtes nécessaires à l'élaboration d'une stratégie sectorielle agricole d'autosuffisance alimentaire, il est clair désormais que si le statisticien joue un rôle fondamental dans la constitution d'un système d'information, il n'est pas seul en lice et sa contribution doit être complétée et enrichie par celle du démographe, de l'agro-économiste, du sociologue, du géographe, de l'administrateur, etc.

Cependant, trop souvent ces spécialistes de diverses sciences et techniques, au lieu de collaborer, poursuivent leurs investigations en vase clos, indépendamment les uns des autres, sans trop de soucis d'une quelconque cohérence des objectifs, des méthodes et de communication ou d'une quelconque intégration de leurs travaux dans un cadre coordinateur, fédérateur à la rigueur, et enfin mobilisateur.

Il serait par conséquent nécessaire qu'à la fin des assises du présent séminaire, l'on puisse dépasser ces attitudes érigées et que l'on parvienne à faire des propositions concrètes pour construire un système d'information pertinent et d'un coût raisonnable.